



Fédération Francophone
des Ecoles De Devoirs

COMITE DE REDACTION

Anne Bockstael (FFEDD)
Stéphanie Demoulin (FFEDD)
Nathalie Dessart (FFEDD)
Pierre Vendy (FFEDD)
Philippe Bleus (Ethias Prévention)
Frédéric Lefort (Ethias)
Avec la participation d'Emile Pirlot (ONE)

COMITE DE LECTURE

Nancy Jacques
Isabelle Peeters
Pierre Vendy

ILLUSTRATIONS

Fotolia
Contributions des auteurs

MISE EN PAGE

Nathalie Dessart

CONTACT

Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs

Rue Saint-Nicolas 2
5000 Namur

Tél : 081/24.25.21

Fax : 081/24.25.23

Email : info@ffedd.be

www.ffedd.be

N° de compte : 523-08001719-89

Abonnement

La Filoche est envoyée gratuitement aux écoles de devoirs. Pour plus d'infos sur les modalités d'abonnement: info@ffedd.be - 081/24.25.22.

La Filoche est la revue trimestrielle de la Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs (FFEDD), asbl reconnue et subsidiée par les décrets EDD et OJ de la Communauté Française.

Outil de contact et de promotion du secteur, ses objectifs sont :

- Informer
- Offrir des pistes de réflexion
- Elargir les horizons des animateurs
- Encourager à la formation continuée
- Proposer des outils pratiques
- Soutenir les projets des associations de terrain

Prochains numéros :

"La créativité"

Articles attendus pour le : 3 décembre 2007

" Le triangle éducatif "

Articles attendus pour le : 29 février 2008.

Faites-nous part de vos expériences
et témoignages !

Soumettez-nous vos informations !

Avec le soutien
de la Communauté Française



CULTURE
JEUNESSE

Pour toute reproduction d'articles ou d'illustrations, merci de demander une autorisation préalable auprès de la FFEDD.

Le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.

Ce journal a été créé avec des logiciels libres.



Bonjour à tous,

Sécurité incendie, prévention, normes, obligations légales, etc. Mais au fond, qu'est-ce que la sécurité ? Comment se prémunir des risques les plus dangereux ? Comment réagir ? Que faut-il faire pour travailler sereinement ?

C'est sur base d'un constat de déficits sécuritaires dans nombre d'écoles de devoirs que la Fédération et les Coordinations ont décidé d'agir et d'interpeller la Commission d'Avis des Ecoles de devoirs. Vous n'êtes pas sans savoir que chaque structure accueillant des enfants se doit de remplir certaines conditions afin d'assurer un minimum de sécurité tant au public accueilli, qu'à son personnel. Rappelons-le, la sécurité est avant tout un investissement.

Extincteurs, détecteurs incendies, issues de secours, ... ces mesures sont parfois de simples petits aménagements et découlent du bon sens, mais néanmoins, elles n'en nécessitent pas moins un budget souvent conséquent pour les écoles de devoirs.

Les moyens financiers de notre secteur étant ce qu'ils sont, un groupe de travail a été mis en place pour dégager des perspectives de travail. C'est pourquoi, vous trouverez une grille d'analyse au milieu de ce numéro que vous devrez compléter et nous renvoyer. L'objectif de cette grille est de nous permettre de visualiser vos besoins et d'interpeller à cet effet les pouvoirs subsidiaires. En reprenant les critères minimums relatifs à la sécurité et prévention incendie, elle vous permettra d'évaluer la situation de votre école de devoirs.

Vous trouverez également un poster en couleur qui reprend les éléments essentiels à respecter en terme de sécurité et un modèle type de « consignes à suivre en cas d'incendie » et qui doit normalement être affiché dans votre EDD de manière à permettre à chacun de connaître les mesures à suivre.

Ce dossier sur la sécurité est aussi l'occasion de faire le point en terme d'assurances. Vous trouverez en effet dans la partie juridique un dossier complet reprenant en détail quelles sont les assurances obligatoires et celles qui peuvent vous intéresser.

En ce qui concerne, l'actualité de la Fédération, nous avons clôturé l'état des lieux, nous l'analysons, rendez-vous sont pris chez les Ministres afin de déposer nos revendications. En effet, la reconnaissance et la revalorisation de notre secteur restent nos premiers objectifs. Des engagements sont d'ailleurs en cours afin de renforcer l'équipe de la Fédération et de développer des actions pour une meilleure visibilité et reconnaissance de notre secteur.

Nos formations « brevet d'animateur et de coordinateur » commencent prochainement et sont déjà bien remplies. Elles sont complémentaires avec les formations continuées organisées par les coordinations, dont vous trouvez les programmes dans la Filoche.

Enfin, nous vous rappelons que si vous souhaitez, tout comme nous, promouvoir votre travail en écoles de devoirs, vous pouvez nous aider en participant à notre projet d'exposition et de livres. Sans vous, ce projet ne pourra pas aboutir !

Bonne lecture !

Stéphanie DEMOULIN
Coordinatrice

Pierre VENDY
Président

SOMMAIRE

P4 La FFEDD: Actualité

P5 LE DOSSIER :

- p 5 - La sécurité, une valeur sûre dans les milieux d'accueil
- p 7 - La législation et les professionnels de la sécurité et du secours
- p 11 - Un petit tour du côté de l'ONE
- p 13 - Comment améliorer la sécurité dans votre école de devoirs ?
- p 19 - Les services incendie

CAHIER EN ANNEXE

- En pratique : Check list de la sécurité dans votre EDD
- Poster : "Consignes à respecter pour la prévention et la sécurité"
- p 21 - Affichette : consignes à suivre en cas d'incendie
- p 23 - Quelques conseils en vrac en matière de prévention incendie
- p 24 - Accueil des enfants : accidents et bobo
- p 25 - Le point sur les assurances
- p 30 - Pour en savoir plus...

P31 A NOTER

- p.31 - Calendrier des formations à venir
- p 34 - Publications récentes
- p 35 - Quelques pistes pour vos recherches de subsides
- p 38 - Pêle-Mêle

■ ■ ■ Nous avons déménagé !!!!

Le lundi 17 septembre, la Fédération a emménagé au sein de ses **nouveaux bureaux (quartier d'Harscamp, en plein coeur de Namur)**. Elle dispose à présent d'un espace plus important pour, d'une part, nous permettre de vous accueillir, durant les heures de bureaux, dans notre centre de documentation totalement réaménagé et, d'autre part, pour l'engagement de deux nouvelles personnes suite aux accords récemment reçus de la Région Wallonne pour des APE. Les pôles "formateur" et "administratif" vont ainsi pouvoir se développer dans la continuité des valeurs défendues par la FFEDD.



Toujours à l'écoute des besoins de terrain, la FFEDD met tout en oeuvre pour améliorer la visibilité et la défense du secteur des EDD !

Nous vous ferons part dans la prochaine Filoche des nouveaux projets mis en route grâce à cette nouvelle équipe !

■ ■ ■ Enquête sur les inscriptions scolaires

Dans notre Fil d'Infos du mois de mai 2007, nous vous faisons part du constat que de plus en plus d'écoles filtrent leur public lors des inscriptions scolaires selon des critères **discriminants, sur base du profil socio-économique, de l'origine, des notes du bulletin, de l'école précédente, du handicap, de l'allure...** Or, toute école est tenue d'inscrire tout candidat qui réunit les conditions requises pour être « élève régulier » et qui accepte les projets et règlements de l'école.

Face à cette importante ségrégation scolaire, la Fédération a souhaité se joindre au Centre pour l'Egalité des Chances et à dix autres associations pour réagir et mener une action commune. En effet, nous pensons que vous, animateurs et coordinateurs en écoles de devoirs, êtes souvent confrontés à des jeunes qui se sont vus refuser le droit d'inscription dans telle ou telle école et cela souvent sans réelle justification.

Cette action n'aura un véritable impact qu'à la condition que vous y participiez, étant donné que vous êtes les premiers interlocuteurs auprès des parents et des jeunes.

Si vous connaissez des jeunes dans cette situation, nous vous demandons de compléter rapidement l'enquête téléchargeable sur le site de la Fédération, **www.ffedd.be**. Celle-ci est primordiale pour nous permettre de mieux cerner les mécanismes d'exclusion à l'inscription.

Si des parents vous rapportent des témoignages de refus d'inscription dès l'école primaire, n'hésitez pas également à compléter l'enquête afin de les quantifier.

Pour de plus amples informations, contactez Lise Bruneel, CRIBW, au 02/366.05.51 ou lise.bruneel@cribw.be

■ ■ ■ Projet d'exposition et de livre :

" Destin d'enfants, le travail en Ecoles de Devoirs "



Nous vous en parlions dans La Filoche précédente, la Fédération s'est associée à l'asbl liégeoise **La Boîte à Images** en vue de créer une exposition itinérante d'envergure et un livre.

Pour rappel, ce projet a pour objectifs de permettre à tout un chacun de porter un **regard nouveau sur les Ecoles de Devoirs**, leurs objectifs, leurs rôles auprès des jeunes et de montrer les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans la mise en oeuvre de leurs missions d'éducation, d'insertion et de valorisation des jeunes.

Concrètement, la première étape du projet sera de réaliser **5000 portraits d'enfants provenant d'écoles de devoirs différentes** et ayant des origines multiculturelles. Ces portraits seront accompagnés d'un reportage photos composé d'une trentaine d'images montrant la vie des écoles de devoirs, leurs activités diversifiées et leurs rôles social et éducatif de premier plan.

En parallèle à cette exposition, **un livre sera édité** et aura toujours comme visée de promouvoir les écoles de devoirs et leurs multiples facettes. Celui-ci se veut être **un véritable outil de communication et de promotion pour l'ensemble des acteurs de l'éducation**.

Actuellement, Christophe Smets, photographe à La Boîte à Images, a commencé à réaliser des photos d'enfants, essentiellement dans les écoles de devoirs de la Province de Liège.

Nous aimerions que ce projet puisse représenter les écoles de devoirs de toute la Communauté Française.

Alors si vous souhaitez contribuer à une meilleure visibilité de la richesse des écoles de devoirs, il ne vous reste qu'une seule chose à faire : prendre contact avec la Fédération au plus vite ! Nous vous communiquerons les démarches à suivre notamment pour récolter les autorisations parentales pour la prise des photos. Ce projet ne pourra réellement aboutir qu'avec votre soutien et votre participation !!!



La sécurité, une valeur sûre dans les milieux d'accueil

La sécurité en milieu d'accueil extra-scolaire, voilà un concept qui peut paraître bien éthéré. Très théorique, en somme. Nous estimons, quant à nous, qu'il concrétise une série de préoccupations bien pratiques dont nous allons expliciter les fondements.

Nous parlons d'abord et bien évidemment de la sécurité des enfants qui nous sont confiés et, dans la foulée, de la sécurité de ceux qui les encadrent. La sécurité des enfants nous paraît représenter une priorité sur le plan éthique tout à fait indiscutable. Permettre aux enfants de vivre pleinement des activités dans un cadre sain et sécurisé de manière à ce qu'ils puissent passer des moments, certes fatiguants, mais où leur santé et leur sécurité n'ont pas été mises à l'épreuve, telles sont les principales préoccupations qui doivent retenir toute notre attention, nous, moi, acteur principal aux côtés de l'enfant.

Cependant, il n'est pas rare de constater que de nombreux accidents sont le plus souvent, au sein de l'équipe d'encadrement, le résultat d'une désorganisation.

Notons encore que la survenance d'accidents de tous types est aussi une source de coût et de frais divers (assurance, soins, déplacements et ambulances, enquête administrative et éventuellement judiciaire, etc.).

Faut-il préciser que lorsque ces accidents prennent une tournure plus grave, une composante juridique et même judiciaire vient s'y ajouter, les risques de responsabilité civile ou pénale n'étant plus à exclure.

Pour conclure, supposons que la survenance d'accidents, surtout répétés, dans un environnement extra-scolaire, n'a rien de positif pour l'image de l'institution à laquelle sera confiés les jeunes.

Des accidents en pagaille...

Sans vouloir dramatiser ici plus qu'il ne convient, avouons que les sources d'accidents en milieu d'accueil extra-scolaire ou autres milieux d'accueil sont multiples sans pour cela que l'on doive incriminer aucunement les responsables de celles-ci.

Reconnaissons d'emblée que les jeunes sont en général une des premières causes des accidents qu'ils encourent eux-mêmes : leur énergie débordante, leurs déplacements à grande vitesse, leur enthousiasme communicatif, sont bien évidemment à l'origine de quantité de chutes, dérapages, coincements, piqûres, etc. Dans ce contexte, les mesures de prévention semblent clairement s'orienter en direction de la surveillance des enfants, surtout si des activités physiques, sportives sont exercées.

L'infrastructure doit bien évidemment rester sous contrôle, sous peine de devenir elle-même une source d'accidents pour les jeunes au service desquels elle est placée. Dans le cadre de la bonne gestion d'institutions

d'accueil extra-scolaire, ces sources peuvent se révéler "longuettes" à citer et nous vous les épargnerons dans ces quelques lignes qui n'ont d'autres prétentions qu'une introduction à bien d'autres informations contenues dans cette publication. Evoquons néanmoins quelques points qui nous paraissent cruciaux. **La protection incendie** du lieu d'accueil s'impose en première approche dans la mesure où, outre les biens meubles ou immeubles qui peuvent disparaître en fumée, la vie et l'intégrité physique des enfants et de leurs animateurs peuvent être mises en danger. La présence, en quantité suffisante et répartie de façon judicieuse, de moyens de lutte contre l'incendie est un des "musts" dans toute organisation qui se respecte, en ce compris les lieux d'accueils extra-scolaire, parmi lesquels les écoles de devoirs. **Le contrôle des installations électriques**, des ascenseurs et engins de levage, des installations de gaz et de chauffage, font également partie des préoccupations prioritaires que doit avoir un gestionnaire d'établissement, tant en rapport avec les sources d'incendie qu'ils peuvent représenter qu'en relation avec les accidents et intoxications qu'ils peuvent causer.

La sécurité, ça coûte beaucoup d'argent ?

Nous voudrions faire partager nos convictions profondes aux lecteurs sur ce sujet, un rien complexe il est vrai. Ou plutôt paradoxal. En effet, s'il s'agit d'acquérir des instruments, des outils ou des accessoires de sécurité tels qu'extincteurs, détecteurs, portes coupe-feu, éclairages de sécurité, etc., il est indéniable que des moyens financiers sont nécessaires. Nous avons bien dit qu'il s'agissait ici d'acquisitions d'instruments et d'outils au **service de la sécurité**.

Par contre, pratiquer une sécurité de haut niveau au profit de tous les utilisateurs d'une institution, fût-elle scolaire ou extra-scolaire, nous paraît quelque chose d'extrêmement lointain par rapport à des soucis financiers. Quelques exemples éclaireront les lecteurs sur notre vision des choses : ainsi, nul doute que l'ordre et la propreté ne coûtent à personne le moindre euro alors que les négliger est générateur de trébuchements, glissades, heurts et coincements, voire pire. Leur présence, au contraire, rend la circulation et les mouvements plus fluides et exempts d'incidents et d'accidents.

Des flux de circulation bien conçus, de préférence toujours dans le même sens et sans double sens de circulation, même s'ils sont plus performants encore dans des industries manufacturières, sont certainement des

La sécurité, une valeur sûre dans les milieux d'accueil

atouts au profit de la sécurité dans un établissement scolaire ou parascolaire. Que de chocs, de heurts, de coups de pied et de petites querelles lorsque des flux d'enfants se croisent, s'entremêlent ou progressent en sens opposé dans des couloirs saturés. Le fait de procéder, lors de déplacements ou dans d'autres hypothèses, de manière posée, pondérée et à vitesse raisonnable (comprenez : adaptée aux circonstances) ne coûte pas plus cher et préviendra également pas mal de déconvenues du type déjà cité.

La mise hors portée des enfants de produits dangereux ou chimiques, voire de produits alimentaires extrêmement chauds ou extrêmement froids, ne nécessite à nouveau qu'un peu d'attention et se révèle bénéficiaire pour tous. Placer les produits chimiques sur des étagères élevées des étagères plutôt qu'à portée de main des enfants se révèle d'une facilité à toute épreuve et permettra d'éviter l'ingestion de produits non alimentaires ou des contacts cutanés ou oculaires avec des produits agressifs.

La **rigueur**, le **professionnalisme** et une **vigilance** aussi permanente que possible seront eux aussi fort peu coûteux en termes financiers et fort profitables en termes de sécurité : un **regard circulaire et attentif** dépistant telle prise électrique descellée de son mur d'attache, la position ouverte d'un robinet de gaz qui devrait être fermé, la présence anormale de certains types d'instruments ou de produits en des lieux ou positions dans lesquels ils n'ont rien à faire, incitera l'animateur vigilant, à modifier la situation avant qu'elle ne soit préjudiciable pour les enfants qu'il a sous sa garde.

Ainsi, vous l'aurez compris, au contraire du matériel de sécurité dont l'acquisition coûte inmanquablement quelques deniers, la mise en oeuvre d'un contexte sécurisé ne coûte que des efforts de vigilance, de logique, de bon sens et d'ordre, dans le chef de l'encadrant sans requérir le moins du monde de mettre la main au portefeuille.

Dépister les risques afin d'éviter les accidents

Il est d'une logique implacable de constater qu'une fois qu'un accident est survenu, on ne peut qu'y apporter rapidement et efficacement les premiers soins qui s'imposent. Il est de notre devoir en tant qu'animateur de nous intéresser précocement et avec attention aux facteurs générateurs d'accidents (les risques) bien avant que ceux-ci aient la potentialité de se transformer en incidents ou en accidents. Mise en pratique de manière naturelle ou instinctive, cette vigilance est, par ailleurs, bien souvent en éveil au sein de chaque encadrant professionnel.

Dans certains contextes (temps libres, activités sportives, travaux manuels, ...), il faut cependant généralement plus qu'une simple vigilance et un bon sens, sans pourtant requérir de connaissances ultra pointues. La mise en application dans un sens préventif des connaissances

professionnelles de l'animateur quant au matériel et produits utilisés doit largement suffire à lui permettre d'empêcher des situations préjudiciables de naître et de persister dans les lieux précités à titre d'exemples. Les accidents au cours d'animations scientifiques, par exemple, ne sont plus à dénombrer et peuvent provenir tant des produits mis en œuvre que du matériel utilisé ou du comportement des jeunes par rapport à l'un et/ou à l'autre.

Le problème est plus crucial encore lorsqu'il s'agit d'ateliers de bricolage, ateliers nécessitant l'utilisation d'outils tranchants, ... dans lesquels il nous semble indispensable que l'animateur fasse preuve d'une attitude sécuritaire pointue puisqu'il s'agira non seulement d'éviter les accidents pendant l'animation mais également d'infiltrer progressivement dans l'esprit des jeunes qui lui sont confiés une véritable culture et attitude de sécurité générale et en particulier par rapport aux machines, outils, matériels et produits utilisés.



© Hallgerd - Fotolia.com

Tant il est vrai, en effet, que les enfants d'aujourd'hui sont les travailleurs de demain et que l'on constate chaque année les sommes effrayantes que nombre d'institutions (ministères, compagnies d'assurance, employeurs, fédérations, ...) doivent dépenser pour former notamment à la sécurité des jeunes nouvellement arrivés sur le marché du travail. A notre estime, l'éducation d'un jeune, que ce soit à la maison ou à l'école, doit contenir tous les principes nécessaires à lui faire adopter spontanément une attitude non frileuse ou craintive mais responsable et raisonnable face aux risques avec lesquels il fera inmanquablement connaissance au fil de sa vie en général et de sa vie professionnelle en particulier. Ainsi, l'animateur et l'institution qui l'emploie sont utiles à double titre : protéger le jeune qui leur est confié pendant le temps qu'il passe dans l'institution et le doter pour son avenir d'un savoir-être et d'un savoir-faire qui incluent les règles de sécurité nécessaires à sa protection personnelle. Une tâche essentielle, à n'en pas douter !

Article de Philippe Bleus



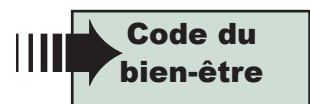
I. Bref aperçu de la législation

Quand on parle de sécurité, on parle également aussi de protection des travailleurs, de bien-être au travail.

La législation en matière de sécurité est vaste et il ne nous est pas possible de vous donner un article complet en la matière. L'objectif ici est de vous donner un bref aperçu des grandes législations en vigueur. Nous vous invitons à parcourir cet article avec attention et vous conseillons par ailleurs d'en approfondir certains contenus afin que votre lieu d'accueil soit parfaitement conforme. Si vous n'êtes pas en règle et qu'un accident survient, votre association risque d'encourir de gros problèmes !

Il existe différentes législations en Belgique :

► Règlements de Police



- **A.R.** : Arrêtés Royaux
- **Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.)** : Il s'agit en réalité de la coordination des dispositions réglementaires et générales relatives à la sécurité et la santé des travailleurs.
- **Code du Bien-être**
- **Règlement Général des Installations Electriques (R.G.I.E.)** : législation applicable à toutes nouvelles installations électriques. Vous pouvez vous procurer l'intégralité de la législation à la Chambre du Commerce et de l'Industrie ou dans un magasin spécialisé ou des organismes de contrôle (Vinçotte par exemple).
- ...

Gros plan sur deux législations qui vous concernent particulièrement :

1. La réglementation communale

En Belgique, la nouvelle loi communale de 1989 confie aux communes « le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux tels que les incendies, les épidémies et les épizooties » (art. 135). Les conseils communaux sont donc compétents pour ordonner ce

qu'il convient de faire ou de ne pas faire en matière de prévention, de prévision et de lutte contre l'incendie.

2. Le Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT), Titre II, article 52

Les prescriptions du titre II du RGPT sont « applicables à toute personne occupant des travailleurs en vertu d'un contrat de louage de travail et à ces travailleurs eux-mêmes » (art. 28). Elles sont applicables à toutes entreprises, à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique, à toute personne chargée d'un service public, ainsi qu'au personnel qu'ils occupent.

L'article 52 du R.G.P.T. stipule entre autres que « l'employeur prend les mesures nécessaires indiquées par les circonstances pour :

- *prévenir les incendies*
- *combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie*
- *en cas d'incendie :*
 - *donner l'alerte et l'alarme*
 - *assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger*
 - *avertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie*

Pour en savoir plus sur cette législation, n'hésitez pas à contacter soit :

- le conseiller en prévention (celui de votre commune par exemple)
- la direction Générale du Contrôle du Bien-être au travail qui est compétente pour l'employeur (<http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=6550>)
- la Direction Générale Humanisation du travail qui pourra vous aider sur l'interprétation de la législation. Il faut la contacter par écrit (vous trouverez les coordonnées l'adresse suivante : <http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=332>)

II. Quelques professionnels de la sécurité et du secours ¹

Les professions de la sécurité sont principalement exercées au sein des SERVICES PUBLICS FEDERAUX (SPF) et communaux de sécurité (services de secours, de police, défense nationale,...). Certaines SOCIÉTÉS PRIVÉES sont cependant également autorisées à effectuer des missions de sécurité, de même que les services de prévention et de sécurité qui se retrouvent dans toutes les entreprises (publiques et privées) occupant un certain nombre de travailleurs.

¹ Extrait du livre "Sécurité et Prévention, Le guide belge"



1. La protection des travailleurs en matière de santé

La santé est, en Belgique, une matière gérée par les pouvoirs publics fédéraux (SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire, AFSCA et Environnement).

La protection et la promotion du bien-être au travail, de la santé et de la sécurité sur les lieux du travail sont des matières fédérales assurées par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. Ce dernier se charge entre autre de promouvoir et exécuter la politique en matière bien-être au travail ainsi que de sensibiliser les différents acteurs du monde social et économique à l'humanisation du travail.

Les principaux acteurs de la santé, sécurité au travail en Belgique :

SPF Emploi, Travail et Concertation social

Rue Ernest Blerot, 1
1070 Bruxelles
Tel : 02/2334023
Fax : 02/2334257
<http://meta.fgov.be>



Fonds des maladies professionnelles

Avenue de l'Astronomie, 1
1210 Bruxelles
Tel : 02/2266211
www.fmp.fgov.be



Fonds des accidents du travail

Rue du Trône, 100
1050 Bruxelles
Tel : 02/5068411
Fax : 02/5068415
<http://socialsecurity.fgov.be/faofat/>



Prevent (Institut pour la prévention, la protection et le bien-être au travail)

Rue Gachard, 88 bte 4
1050 Bruxelles
Tel : 02/6434444
Fax : 02/6434440
<http://www.prevent.be>



2. La Direction Générale Politique de Sécurité et de Prévention

C'est une des cinq directions générales du Service public fédéral Intérieur. Elle est née fin 2002. Elle se compose de six directions et services verticaux :

- la Direction Sécurité publique
- le Secrétariat permanent à la Politique de Prévention
- la Cellule Football
- la Direction Gestion policière
- la Direction Sécurité privée
- la Direction du Contentieux de la Police fédérale

Les coordonnées de ce service sont :

Direction Générale Politique de Sécurité et de Prévention

Boulevard de Waterloo, 76
1000 Bruxelles
Tel : 02/5573399
Fax : 02/5573367
psp@ibz.fgov.be

3. La police fédérale et locale



La police actuelle est structurée à deux niveaux :

- 1) **la police fédérale** qui est composée de la police judiciaire auprès des parquets et de la gendarmerie (à l'exception des brigades). Elle



contribue, avec la police locale, au renforcement de la sécurité, au maintien et au développement de l'état de droit démocratique en assurant la fonction de police par une approche globale et intégrée et en garantissant un service minimal équivalent sur l'ensemble du territoire. Elle le fait, dans le respect des principes de spécialité et de subsidiarité, en :

- Exécutant les missions spécialisées et supralocales de police administrative et de police judiciaire.
- Fournissant un appui aux autorités de police et aux polices locales.
- Avec professionnalisme, détermination et le souci de résoudre les problèmes, en collaboration avec les autres acteurs concernés, dans le but de mieux maîtriser, voire de réduire les problèmes de sécurité.

2) **la police locale** qui est composée des brigades de gendarmerie et des corps de la police communale.

Elle assure au niveau local la fonction de police de base. Ce sont des missions qui sont nécessaires pour la gestion d'événements et de phénomènes locaux qui se produisent sur le territoire de la zone de police. Une zone de police comprend une ou plusieurs communes. Dans chaque commune, il y a au moins un poste de police. La Police Locale est à votre disposition 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

4. Les compétences des gouverneurs de Province en matière de sécurité

Les gouverneurs doivent veiller à l'ordre public et doivent donc garantir la tranquillité et la salubrité publique, la sûreté des personnes et des biens. Ils détiennent donc une large compétence en matière de sécurité civile et policière.

En matière de sécurité civile, ils assurent la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement face aux risques de catastrophes liés aux phénomènes naturels, aux facteurs humains ou aux développements technologiques.

En matière de sécurité policière, ils disposent d'un pouvoir réglementaire en vertu de leur qualité d'officier de police administrative. Ils leur reviennent de susciter des initiatives locales, de coordonner les autorités administratives et judiciaires et de définir une politique intégrée de prévention, en vue de répondre à des phénomènes généraux tels que, la sécurité routière ou spécifiques comme les cambriolages par exemple.

5. Les services d'incendie et de secours

En Belgique, les principes d'organisation des services incendie sont contenus dans le chapitre II de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile et dans l'arrêté royal du 8 novembre 1967 pris pour son application.

La loi de 1963 a été modifiée par la loi du 28 février 1999 qui a créé les zones de secours. Ces dernières sont définies par l'arrêté royal du 11 avril 1999.

Pour plus de détails, voir l'article spécifique sur « les services d'incendie » p.19.



6. La protection civile

C'est la Direction générale de la protection civile qui détermine l'organisation générale des services incendies, fixe les normes pour la prévention et coordonne l'action des différents services publics de secours.

Ses missions consistent à assurer :

- une assistance aux autorités chargée de la coordination des secours en cas de calamités, de catastrophe et de sinistre
- la gestion d'unités opérationnelles d'intervention
- le fonctionnement des centrales d'appel téléphonique 100 / 112
- l'inspection des services d'incendie et l'exécution d'achats globalisés de matériel pour ces services
- l'élaboration de la réglementation générale relative à l'organisation de service incendie et à la prévention des risques d'incendie et d'explosion
- l'établissement de directives en matière de planification d'urgence
- la reconnaissance des calamités publiques et le traitement des dossiers d'indemnisation des dommages résultant de ces dernières
- des activités de formation et d'étude

Au sens large, la protection civile comprend également les services d'incendie et d'aide médicale urgente, c'est-à-dire l'ensemble des services de secours.



La Protection civile intervient d'office :

- lors de calamités naturelles (tornades, inondations, tremblement de terre, pénuries d'eau,...)
- lors de catastrophes imputables à des défaillances humaine ou techniques (accidents aériens et ferroviaires, pollutions importantes,...)

La Protection civile intervient sur demande des autorités locales :

- lors de grands incendies (pour renforcer les services d'incendie dans la lutte contre le feu)
- en cas de sinistres (événements accidentels dus au fait de la nature de l'homme, dont la maîtrise nécessite des moyens dépassant les capacités locales)

7. Le 100 / 112

Le centre 100 est le premier maillon de la chaîne des secours non policiers (pompiers et ambulances). Il est devenu, par son rôle de centre d'appel unifié, le coordinateur des secours et spécialement lors de déclenchement de plan d'urgence lors de catastrophe.

Que ce soit d'un GSM ou d'un poste téléphonique fixe, que vous composiez le 100 ou le 112, vous aboutissez dans le centre 100 territorialement compétent. Si vous avez besoin de **secours pompiers ou médicaux urgents**, vous pouvez composer indistinctement le **100** ou le **112**. Si vous avez besoin de **secours policiers** vous pouvez composer le **101**.

8. ANPI

L'ANPI est une asbl fondée à l'initiative des entreprises belges d'assurances, regroupées au sein de l'Union professionnelle des entreprises d'assurances (Assuralia). Les activités de l'ANPI visent la PREVENTION et la TECHNOLOGIE et englobent 5 domaines principaux :

- la formation
- l'information
- la normalisation
- les laboratoires
- les inspections

Cette association vise à apprendre aux personnes comment se protéger, protéger leurs bâtiments ou leurs véhicules que ce soit sur le plan privé ou sur le plan professionnel.

Elle organise des formations « incendie » qui ont

pour but d'apprendre aux personnes le comportement « adéquat » à adopter en cas d'incendie.

ANPI peut tester et contrôler les systèmes de détection, d'alarme incendie.

Il en est de même pour les alarmes d'intrusion. Les centres de formation dispensent également un cours de base « Protection contre l'intrusion et le vol » et des formations à la carte.

ANPI

Parc scientifique Fleming
Rue Granbonpré 1
1348 Louvain-La-Neuve
Tel: 010/47.52.11
<http://www.anpi.be>



9. La Croix-Rouge

A travers ses nombreuses activités, elle est active dans le domaine de la prévention et de la sécurité.

La Croix-Rouge est un des acteurs incontournables en terme d'apprentissage des gestes de premiers secours et a formé un nombre important de citoyens.

Ces formations sont organisées dans les sections locales ou répondent à des demandes à la carte.

La Croix-Rouge s'est également intéressée au monde du travail. Elle assure d'ailleurs des formations en secourisme pour tous les secteurs d'activités.

Elle élabore et dispense aujourd'hui des modules de cours spécifiquement réservés au monde du travail.

Elle privilégie la pédagogie active par des mises en situation d'accidents simulés permettant aux apprenants de mieux gérer leurs émotions tout en affinant leurs réflexes de premiers secours.

La Croix-Rouge est également présente dans les situations d'urgence pour satisfaire les besoins des victimes, qu'ils soient médico-sanitaires, psychosociaux ou matériels.



Croix-Rouge de Belgique

Rue de Stalle, 96

1180 Bruxelles

Tel: 02/371.31.11

Email: info@redcross-fr.be

Site: www.croix-rouge.be

En tant qu'école de devoirs, association sans but lucratif, ... vous êtes soumis à l'obligation de respecter différentes réglementations. Etant reconnue par l'ONE, vous devez être en conformité avec le Code de qualité d'accueil de l'ONE.

Lors du colloque, « Sécurité dans le cadre de l'accueil extra-scolaire », organisé par le Comité provincial du Brabant wallon pour la Promotion du travail, qui a eu lieu le 1er juin 2007, Emile Pirlo, directeur du secteur ATL de l'ONE, nous a fait un bref résumé sur les réglementations de l'ONE au niveau de la sécurité de l'accueil extra-scolaire. Les écoles de devoirs sont soumises à cette réglementation.

Voici un résumé de son exposé, en passant par le cadre légal, le code de qualité, les autres législations régissant l'accueil, pour finir avec le rôle de l'ONE.



1. Cadre général

Les réglementations, définies par la Communauté française, placent l'intérêt de l'enfant au centre des préoccupations. Elles attirent l'attention sur la qualité de l'accueil de manière générale, mais aussi parfois sur la problématique de la sécurité.

Une disposition générale est d'ailleurs applicable à tout le secteur de l'accueil : **le décret du 17 juillet 2002** portant sur la réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », et en particulier l'article 6, § 1er qui précise que : « **Nul étranger au milieu familial de vie de l'enfant ne peut organiser l'accueil d'enfants de moins de douze ans de manière régulière sans le déclarer préalablement à l'Office et sans se conformer à un code de qualité de l'accueil, arrêté par le Gouvernement après avis de l'Office.** »

2. Le Code de qualité



Il s'agit d'un texte qui a été fixé par un Arrêté du gouvernement de la Communauté Française le 17 décembre 2003. Il détermine un ensemble de principes généraux ou éthiques et de dispositions pratiques et applicables aux différents types de services. Il constitue un cadre de référence pour tout milieu d'accueil.

Dans celui-ci, la qualité est envisagée sous divers aspects :

- les principes psychopédagogiques
- l'organisation des activités et de la santé
- l'accessibilité
- l'encadrement
- ...

La sécurité y est envisagée directement dans les articles 2 et 8

Art. 2. « Afin de réunir pour chaque enfant les conditions d'accueil les plus propices à son développement intégré sur les plans physique, psychologique, cognitif, affectif et social, le milieu d'accueil préserve et encourage le désir de découvrir de l'enfant en organisant des espaces de vie adaptés à ses besoins, en mettant à sa disposition du matériel et lui donnant accès à des activités, le cas échéant, diversifiées.

Cet article invite à s'interroger notamment sur :

- les environnements intérieurs et extérieurs, le mobilier,...
- la structuration des espaces en fonction des différents moments de la journée
- le respect du rythme et le développement de chaque enfant
- les conditions de mises en place pour assurer la sécurité physique et psychique des enfants, l'infrastructure qui doit être adaptée à la catégorie des enfants accueillis (aménagements et organisation spécifique prévus notamment au cas où des jeunes enfants sont accueillis)

Art. 8. « Le milieu d'accueil, dans une optique de promotion de la santé et de santé communautaire, veille à assurer une vie saine aux enfants.

Il convient donc de se préoccuper, entre autres :

- des précautions prises par rapport à l'alimentation des enfants, à l'hygiène et à l'entretien des différents lieux de vie
- de l'organisation des éventuels moments de soins des enfants, des moments et des espaces de toilette
- de la gestion des informations concernant la santé des enfants (allergie, régime particulier,...)
- des dispositions en cas d'incidents pouvant survenir dans le milieu d'accueil (accident ? incendie ? indisponibilité d'un



membre du personnel ? malaise d'un membre du personnel,...)

- des dispositions prises en cas de déplacement sur la route

- ...

3. Les autres législations régissant l'accueil

En dehors du Code de qualité, l'accueil des enfants de plus de 3 ans est régi par des décrets et des arrêtés qui portent sur trois secteurs : l'accueil extrascolaire, les écoles de devoirs et les centres de vacances.

Ces 3 réglementations comprennent parfois des dispositions en matière de sécurité :

► **accueil extrascolaire** : rien de spécifique n'est précisé. La qualité de l'accueil y est abordée selon plusieurs dimensions. Pour le reste, le renvoi est fait vers le code de qualité de l'accueil. Par ailleurs, beaucoup d'opérateurs utilisent des locaux situés dans des complexes scolaires, soumis à leurs propres réglementations.

► **écoles de devoirs** : une des conditions d'octroi de la reconnaissance est de « **disposer d'une infrastructure adaptée à ses activités d'école de devoirs et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité** »

► **centres de vacances** : parmi les conditions d'agrément, on retrouve les suivantes :

- disposer d'une infrastructure fixe ou mobile, adaptée et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité
- s'engager à faire couvrir sa responsabilité par les polices d'assurance nécessaires

En dehors de la sécurité au sens strict, ces diverses réglementations abordent la qualité de l'accueil de manière plus globale.



Il est important de prendre en compte l'interdépendance des diverses dimensions et donc, la nécessité d'agir sur différents vecteurs.

L'aspect sécurité doit être intégré dans un ensemble d'autres dimensions : le projet, le personnel (sa qualification, sa stabilité, ses effectifs, ses attitudes), les activités, le matériel, le respect du temps libre et des rythmes de l'enfant, la place de chaque enfant,...

4. Rôle de l'ONE

L'action de l'ONE se situe surtout dans une logique de prévention et d'accompagnement, en sachant que les compétences en matières de normes de sécurité (incendie, sécurité des aires de jeux, sécurité alimentaire,...) relèvent en majeure partie d'autres instances.

Il s'associe régulièrement à diverses campagnes d'éducation à la sécurité.

Un accent particulier est mis sur la formation et les attitudes, afin que le personnel puisse mieux appréhender les dangers, prévenir les risques et réagir de la manière la plus appropriée en cas d'accident.

Depuis 2003, l'ONE coordonne la formation continue des professionnel(le)s accueillant des enfants de 0 à 3 ans et de 3 à 12 ans.

A cet effet, il établit **au moins tous les 3 ans un programme de formation** continue. Le programme actuel est entré en application depuis le 1er mars 2005 et est valable jusqu'en septembre 2008.

Parmi les thématiques relatives à la promotion de la santé et la qualité de l'environnement, se retrouvent notamment la prévention des accidents, les premiers soins, la gestion des accidents et situations de crise,...

A l'heure actuelle, l'ONE subventionne deux modules, organisés par la Croix-Rouge :

- 1) **Brevet Européen de Premiers Secours (BEPS)** qui répond à un objectif de santé publique en rendant chaque participant capable d'intervenir pour sauvegarder des vies
- 2) **Premiers soins aux enfants** : formation qui permet notamment de découvrir comment réagir face aux petits accidents du quotidien c'est-à-dire soigner de petites blessures, réagir correctement face à divers malaises des enfants.

D'autres formations intègrent également divers aspects de la sécurité, pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter l'ONE pour demander leur brochure destinée aux professionnels de l'enfance.

Office de la Naissance et de l'Enfance

Chaussée de Charleroi 95

1060 Bruxelles

Tél: (02) 542.12.11

Fax: (02) 542.12.51

E-mail: info@one.be

www.one.be



Une école de devoirs accueille chaque jour des enfants, des travailleurs (volontaires ou salariés), des parents,...pour lesquels vous êtes tenu responsables de leur sécurité. Actuellement les subsides sont insuffisants pour vous permettre de réaliser des travaux de rénovation ou de sécurisation des locaux.

L'objectif de ce dossier est de vous sensibiliser et de vous faire prendre conscience de l'importance de la sécurité et des risques encourus mais aussi de vous montrer que des mesures simples et peu coûteuses, peuvent vous permettre d'améliorer fortement la sécurité.

A quoi faut-il être vigilant ?

L'important est d'être vigilant et d'être formé, d'avoir les bons réflexes en cas d'accidents !

Dans cet article, nous avons essayé de résumer les éléments importants à respecter en terme de sécurité et prévention contre les incendies.

Nous espérons que ce dossier va vous aider à prendre conscience de vos responsabilités et à réfléchir aux démarches que vous pouvez faire pour améliorer la situation de votre école de devoirs. Toutefois nous vous invitons à poursuivre votre lecture en vous renseignant auprès de services compétents régionaux qui pourront vous conseiller en fonction de votre lieu d'implantation et de votre propre infrastructure.

Tous les éléments que vous allez trouver ci-joint ont été repris dans le poster détachable afin de vous servir de mémos.

Suivez le guide au niveau des bâtiments et infrastructures, des équipements, de la signalisation, des contrôles périodiques et des formations.

1. Au niveau des bâtiments – infrastructure

L'assurance incendie

Il faut toujours vérifier que vous ayez contracté une assurance incendie, que vous soyez propriétaire ou locataire du bâtiment.

En tant que locataire, vous pouvez soit souscrire votre propre assurance incendie soit signer une convention avec votre propriétaire « Abandon de recours ». Dans ce cas, vous devez toujours vérifier que la compagnie d'assurance de votre propriétaire est tenue au courant de cet abandon de recours.

Conseils :

- 1) Demander avis à un électricien professionnel pour effectuer des modifications à votre installation
- 2) Utiliser plutôt des blocs prises au lieu de fiches – domino qui sont légalement interdites
- 3) Débrancher les appareils électroménagers après l'utilisation
- 4) Ne placez pas de décorations sur des luminaires

Installations électriques



Toute installation électrique doit répondre à certaines exigences définies par le Règlement Général d'Installation Electrique (RGIE).

Elle doit être réceptionnée et contrôlée par un organisme agréé.

Le contrôle est à effectuer :

- une fois par an pour des installations à haute tension (plus de 1000 volts)
- une fois tous les 5 ans pour des installations basse tension (moins de 1000 volts)
- à chaque modification apportée à l'installation

Attention, il peut arriver que des Arrêtés Communaux imposent de faire des contrôles plus réguliers. Par exemple à Mons, un Arrêté Communal stipule que les installations basse tension doivent être contrôlées tous les trois ans.

Chauffage

Que vous ayez une chaudière au gaz ou au mazout, l'installation et l'entretien doivent être effectués par des chauffagistes professionnels. Les contrôles doivent être effectués périodiquement par l'employeur. Les dates de ceux-ci doivent être inscrites dans un carnet avec l'attestation d'entretien qui est nécessaire en cas de sinistre et qui doit vous être délivrée par votre chauffagiste.

Pour le chauffage au mazout, le ramonage de la cheminée ainsi que l'entretien de la chaudière doit être réalisé chaque année.

Au niveau du local chaufferie, celui-ci doit :

- a** - être vide de tout contenu (pas de stockage d'archives, de fournitures de bureau,...)



b - être muni d'une porte coupe feu placée par un technicien agréé

c - prévoir une aération permettant de diminuer les dangers de monoxyde de carbone

Au niveau des radiateurs, il faut toujours bien regarder s'ils ne sont pas dangereux pour les enfants. Si oui, il faut prévoir des protections.

Au niveau du chauffe-eau, il faut toujours vérifier que celui-ci soit conforme aux normes de sécurité et contrôler régulièrement sa veilleuse. Le local dans lequel il se trouve doit être suffisamment aéré pour éviter d'éventuel empoisonnement au monoxyde de carbone.

Stockage des produits, outils dangereux et produits d'entretien

Les liquides inflammables doivent être conservés dans des locaux spéciaux (se rapporter à l'art. 52 du R.G.P.T. pour les détails).

Les bouteilles de gaz LPG doivent être stockées dans un autre local réservé exclusivement à cet effet (local bien ventilé). Pour les bouteilles vides ou hors services, vous pouvez les mettre à l'air libre (à l'abri du soleil) ou dans le local réservé.

Il est interdit de fumer lors de la manipulation de produits inflammables.

S'assurer que tous ces produits soient hors de portée des enfants (local fermé à clé ou armoire fermée à clé). Il faut donc toujours bien les ranger après utilisation.

Il est important que toutes les bouteilles, les contenants soient étiquetés.

L'étiquetage reprendra :

- 1 - l'identification
- 2 - la composition
- 3 - les risques (3 derniers symboles)
- 4 - les précautions à prendre (moyens d'extinction/ précautions spéciales en d'incendie).

Il faut également créer des fiches de sécurité comprenant :

- a** - la définition de la toxicologie (3 derniers symboles)
- b** - les premiers soins à donner

La liste des numéros de téléphone en cas d'urgence ainsi que la pharmacie de base pour les premiers soins doivent être facilement accessibles.

SYMBOLES

= **Produits Toxiques (T) ou Très Toxiques (T+)**



Ce sont des produits dangereux en faible quantité.

Exemples de produits : méthanol, alcool à brûler, détachants, désinfectants, pesticides, produits pour nettoyage,...

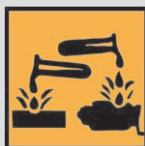
= **Produits Nocifs (Xn)**
= **Produits Irritants (Xi) selon la mention indiquée.**



Exemples de produits nocifs : idem que les produits toxiques

Exemples de produits irritants eau de javel diluée, essence de térébenthine, ammoniaque

= **Produits Corrosifs (C)**



Ce sont des produits qui provoquent de graves brûlures.

Exemples de produits : déboucheurs pour conduites, détartrants concentrés, soude caustique, nettoyeurs concentrés pour fours, toilettes

= **Produits Explosifs (E)**



Exemples de produits : les aérosols de tous genres sont des bombes en puissance au-dessus de 50°C, ...

= **Produits Facilement inflammables (F) ou Extrêmement inflammables (F+)**



Exemples de produits : Pétrole, essence, alcool à brûler, méthanol, colles à contact,...

= **Produits Combustibles (O) ou Oxydants**



Produits qui favorisent la combustion d'autres produits

Exemples de produits : eau oxygénée,...

= **Produits polluants (contaminants)**



Exemples de produits : certains solvants, certaines matières actives de pesticides,...

Premiers soins à apporter

- ① Produits toxiques, nocifs, corrosifs ou irritants : contacter le **Centre Antipoison au 070/245245**
- ② Appeler le 100 et le médecin
- ③ Produits corrosifs : rincer abondamment à l'eau pendant au moins 15 minutes.



Accès

Une personne étrangère au bâtiment doit pouvoir accéder et sortir aisément du bâtiment grâce à la signalisation mise en place.

De plus, les portes donnant accès à l'extérieur doivent pouvoir être ouvertes à tout moment en vue de l'évacuation et du passage des services de secours. Les voies privées qui conduisent à ces portes doivent rester libre.

Dégagement et évacuation

Il est important, en prévention des incendies, de s'assurer que les couloirs, paliers et escaliers soient dégagés.

De plus, il faut toujours s'assurer que les marches des escaliers et les sols ne soient pas glissantes (cire, ...).

Les locaux situés aux étages ou en sous-sol doivent être desservis par un escalier au moins, nonobstant l'existence de tout autre moyen d'accès.

Les escaliers, sorties et voies qui y conduisent doivent avoir une largeur minimum de 80 cm. Quant aux portes, elles doivent avoir une largeur de minimum 70 cm.

Pour être sûr, les escaliers doivent présenter une hauteur régulière des marches (de 16 à 19 cm), des contres marches (pour éviter les chutes ou glissements des enfants entre 2 marches) et des rampes conformes.

Pour être conforme, ces dernières doivent :

- 1 - avoir une fixation fiable
- 2 - avoir un écartement maximum de 11 cm entre les balustres verticaux ou entre éléments parallèles à la pente
- 3 - avoir un espace entre la rampe et l'escalier de 5 cm maximum
- 4 - avoir une hauteur de 75 à 90 cm
- 5 - la largeur de la main courante ne doit pas dépasser 6 cm.

Les étages où séjournent habituellement au moins 100 personnes doivent être reliés au rez-de-chaussée par au moins 2

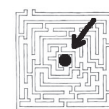
escaliers distincts.

A partir de 500 personnes, il doit y en avoir au moins 3.

Les sorties, sorties de secours et la direction des voies qui y conduisent doivent être signalées (cfr. Point suivant).

Plan d'ensemble, plan d'évacuation

Un plan d'ensemble des bâtiments doit être établi. Sur ce plan sera mentionné :



- 1 - les voies d'accès
- 2 - les sorties, sorties de secours, chemins d'évacuation et escaliers
- 3 - l'implantation de l'équipement de lutte contre l'incendie
- 4 - l'orientation exacte en fonction de l'endroit où il est affiché
- 5 - la situation exacte de celui qui le consulte (" Vous êtes ici ")
- 6 - l'emplacement du local de détente de gaz, de la vanne principale du réseau de gaz
- 7 - l'emplacement de la chaufferie
- 8 - les locaux à risques particuliers (cuisines, ateliers, stockage de produits dangereux,...)

Pour des raisons de sécurité, il est prudent de ne pas faire figurer les 3 derniers points sur les plans affichés à l'usage du public car ils pourraient faciliter l'organisation d'actes de malveillance ou d'attentats.

Ils doivent être envoyés :

- aux pompiers (ou mis à leur disposition)
- à la personne chargée d'accueillir les pompiers en cas d'incendie

De plus, à tous les étages (sous-sol compris), un exemplaire doit être affiché à proximité immédiate des escaliers ou ascenseurs.

Des outils didactiques permettant de réaliser le schéma d'évacuation peuvent être obtenus à l'ANPI qui organise, par ailleurs, des formations pratiques concernant la prévention, la protection et la lutte contre l'incendie (voir coordonnées p.10).

2. Au niveau des équipements

Téléphone

Un téléphone fixe doit être accessible à tous et à tout moment.

Pour les écoles de devoirs situées, par exemple, dans une école, il est primordial de demander à la direction de l'établissement d'avoir un téléphone à votre disposition.



Attention, si vous disposez d'un GSM ou d'un téléphone portable, il faut toujours s'assurer que ceux-ci soient suffisamment chargés !!!

Les extincteurs



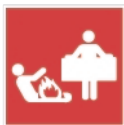
Le type d'extincteur choisi doit être adapté au bâtiment et à l'équipement. Pour se faire, vous pouvez vous renseigner auprès des pompiers ou autre organisme agréés – ANPI.

Il est nécessaire qu'il y ait au moins un extincteur par étage.

Il faut veiller à ce que les extincteurs soient accompagnés de consignes d'utilisation, à ce qu'ils soient accessibles en permanence, bien signalés et s'assurer que tout le personnel puisse les utiliser.



Les couvertures coupe-feu



Ce sont des couvertures sans amiante qui doivent être placées à proximité de la cuisinière et des poêles. Elles doivent être fixées au mur.

Les dévidoirs



Des dévidoirs peuvent être obligatoires, selon la taille et la configuration de votre bâtiment.

En cas de doute, vous pouvez contacter les pompiers qui pourront vous dire si c'est nécessaire pour votre infrastructure.

Eclairage de sécurité

Les établissements qui doivent être pourvus d'un éclairage artificiel, doivent être équipés d'un éclairage de sûreté suffisant pour permettre l'évacuation des personnes lorsque l'éclairage artificiel fait défaut.

Dans les bâtiments où séjournent habituellement plus de 100 personnes, l'éclairage de sûreté doit s'allumer automatiquement

dès que l'éclairage fait défaut.

Il doit être placé dans les voies d'accès ou de sortie.

Légalement, les détecteurs d'incendie sont obligatoires à tous les

Les détecteurs incendie

étages.

Il existe plusieurs types de détecteurs. Les moins coûteux sont les détecteurs d'incendie autonomes sur batterie, c'est-à-dire qu'ils ne nécessitent aucune intervention sur l'installation électrique. Ils peuvent être achetés en grandes surfaces, mais il faut s'assurer qu'ils soient homologués.

Attention !! Ces appareils n'alertent que les personnes présentes dans le bâtiment et ne vous préviennent donc pas d'incendie qui surviendrait lorsque le bâtiment est vide.

La meilleure installation de détection incendie est celle qui peut, à tout moment, signaler l'incendie aux personnes concernées (équipe de première intervention, pompiers,...). Mais celle-ci est plus coûteuse et demande l'intervention d'un spécialiste agréé.

Les installations, en vue de maintenir les performances, doivent être entretenues et vérifiées au moins une fois par an par le fabricant des appareils, le dépositaire de la marque ou encore par son délégué dûment mandaté.

3. Au niveau de la signalisation

Exigences réglementaires

La réglementation et en particulier le Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.) prescrivent l'obligation de prévoir une signalisation de sécurité sur les lieux de travail. Cette signalisation doit être réalisée au moyen de pictogrammes décrits dans l'A.R. du 17/06/1997 concernant la signalisation de sécurité.

Il s'agit des pictogrammes :

① de secours indiquant les sorties, les sorties de secours et la direction des voies, dégagements, escaliers qui y conduisent (voir page suivante).

② d'avertissement indiquant les lieux de stockage de substances et de préparations explosives, inflammables, toxiques, ... comme par exemple :



Matières explosives



Matières radioactives



Danger électrique

③ d'interdiction



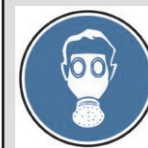
Défense de fumer



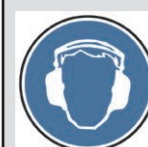
Entrée interdite aux personnes non autorisées

④ de lutte contre l'incendie indiquant l'emplacement du matériel de lutte contre l'incendie

⑤ d'obligation



Protection obligatoire des voies respiratoires



Protection obligatoire de l'ouïe



Signalisation des sorties (évacuation) (pictogramme en blanc sur fond vert)

Principe de base :

Un étranger au bâtiment doit pouvoir en sortir aisément grâce à la signalisation mise en place.

► Dans le local :

Signalisation des sorties normales et des sorties de secours par pictogrammes

► Dans les chemins d'évacuation, couloirs, halls, escaliers, dégagements :

Fléchage bien visible, à des endroits judicieusement choisis, des itinéraires menant aux sorties normales et aux sorties de secours.

Les sorties et les itinéraires normaux sont ceux pouvant être utilisés comme accès normaux, que vous empruntez tous les jours.

Les sorties et itinéraires de secours sont les autres sorties possibles, à n'utiliser qu'en cas de secours.

► Pictogrammes à utiliser :



Direction d'une sortie de secours vers la gauche



Direction d'une sortie de secours



Emplacement d'une sortie ou direction vers une sortie habituellement empruntée

► Conseils pratiques :

- Dans la mesure du possible les itinéraires doivent être distincts pour les diverses voies d'évacuation. Imaginez la situation si 2 flots de personnes paniquées devaient

se croiser !

- Il y a lieu de numérototer tous les niveaux de façon apparente sur les paliers et dans le dégagement des cages d'escaliers et des ascenseurs, y compris les niveaux en sous-sol.
- En cas de doutes sur les sorties et sorties de secours, prendre contact avec le service d'incendie de votre territoire.

Signalisation du matériel de lutte contre l'incendie (pictogramme en noir et rouge sur fond blanc et rouge)



Lance à incendie



Emplacement d'un extincteur



Téléphone de secours

► **Signalisation des extincteurs** (s'ils ne sont pas clairement visibles) par pictogramme à placer au-dessus de l'appareil, le plus haut possible pour qu'il soit vu de partout (3 mètres par exemple). Dans les couloirs, il sera placé de préférence perpendiculairement à la cloison (des supports ad hoc existent chez les fournisseurs habituels). De plus, afin de faciliter le travail de contrôle périodique, nous conseillons vivement d'indiquer clairement un numéro de référence sur l'extincteur et sur le pictogramme qui le signale. Cela permettra également de déterminer rapidement l'emplacement d'un extincteur qui traînerait » à un endroit non prévu initialement.

► **Signalisation des dévidoirs** à alimentation axiale (tuyaux à incendie) : idem que pour les extincteurs

► **Signalisation des hydrants** (prises d'eau pompiers) : idem que pour les extincteurs

Pour ces 3 types d'appareils, le graphisme du pictogramme peut changer quelque peu suivant le fournisseur. Actuellement la réglementation ne les a pas standardisés.

4. Au niveau des contrôles périodiques

Installations électriques

A) Pour les installations électriques mises en service avant le 01 janvier 1983

- **Haute Tension** (courant alternatif supérieur à 375 volts ou continu supérieur à 600 volts) : Faire vérifier **tous les ans** l'installation par le S.E.C.T. (Service Extérieur pour les Contrôles Techniques)



- **Moyenne Tension** (alternatif entre 250 et 375 volts) :
contrôle **tous les ans** par la S.E.C.T.

- **Basse Tension** (courant continu inférieur à 600 volts ou
alternatif inférieur à 250 volts) : contrôle périodique par le
S.E.C.T. ou l'employeur, son préposé, son mandataire.

B) Pour les installations électriques mises en service après le 01 janvier 1983

- **Haute tension ainsi que toutes extensions et modifications** : **tous les ans** par le S.E.C.T.

- **Basse tension** : tous les **5 ans** par le S.E.C.T.

Appareils de levage

- **Appareils de levage (ascenseurs, élévateurs,...)** :
Faire contrôler **tous les ans** par le S.E.C.T.
- **Câbles, crochets des appareils** : faire contrôler tous les **3 mois** par le S.E.C.T.
- **Ceintures de sécurité + accessoires** : Le contrôle doit être effectué **tous les ans et après une chute** par le S.E.C.T.

Le matériel incendie

- **Matériel de lutte contre l'incendie, de détection et d'alarme** : Un contrôle doit être fait **périodiquement** par l'employeur, son préposé ou son mandataire
- **Eclairage de secours** : il doit être contrôlé **périodiquement** par l'employeur, son préposé ou son mandataire
- **Installation de détection incendie** : contrôle **périodique** par un organisme compétent et équipé à cet effet.
- **Extincteurs** : ils doivent être contrôlés **tous les ans** par le constructeur
- **Extincteurs à CO2** : ils doivent être vérifiés **tous les ans** par une personne compétente et **tous les 10 ans** par le S.E.C.T.
- **Dévidoirs à alimentation axiale** : ils doivent être contrôlés **périodiquement** par l'employeur, son préposé ou son mandataire
- **Portes et clapets résistant au feu** : le contrôle doit être effectué **tous les ans** par un installateur agréé

Attention !!! Pour ceux qui auraient des salles de spectacles, les installations électriques (basses et hautes tensions) doivent être vérifiées tous les ans par le S.E.C.T. ainsi que les rideaux métalliques (entre la scène et la salle).

5. Formation / information

Le principe de base à retenir est que tous les membres de l'équipe doivent **connaître la procédure à suivre en cas d'incendie** et puissent **faire appliquer celle-ci**.

Afin de s'assurer que chacun puisse avoir les réflexes adéquats, il est fortement conseillé d'effectuer des exercices d'évacuation une fois par an et si possible, avec les enfants que vous accueillez.

Un exercice d'évacuation a un triple but :

- conditionner l'ensemble des occupants à leur mise en sécurité lors d'un incendie réel
- faciliter l'intervention de secours en cas de sinistre réel
- tester la validité des consignes prévues en cas d'incendie

De plus, l'article 52.10.6 du R.G.P.T. précise que l'employeur est tenu d'organiser un service privé de prévention et de lutte contre l'incendie, comportant un nombre suffisant de personnes exercées à l'emploi du matériel contre l'incendie :

- lorsqu'il emploie au moins cinquante travailleurs
- ou lorsque le bâtiment ou la partie du bâtiment qu'il occupe comporte un local contenant des produits dangereux, inflammables.

La liste des membres de ce service privé sera affichée dans l'établissement.

Les équipiers de première intervention (EPI) seront choisis parmi les membres du personnel de l'entreprise et réserveront donc une partie adéquate de leurs temps de travail à :

- une formation de base
- une formation continue
- la participation aux exercices.

La formation initiale et continue des EPI est un élément essentiel et nécessaire de motivation.

La formation initiale comprend une partie théorique et une partie pratique. Les exercices pratiques sensibilisent le participant aux possibilités et aux limitations des extincteurs et des dévidoirs sur un feu de peu d'importance mais qui se développe dans un petit local.

Cette formation peut être suivie entre autre à :

■ **L'A.N.P.I.** (Association Nationale pour la Protection contre l'Incendie), située à Ottignies-Louvain-la-Neuve (010/47.52.52)

■ **L'Ecole du Feu de Charleroi** :
section de Charleroi au 071/27.56.34
section de Liège au 04/338.22.47



A l'origine, les pompiers avaient pour mission première la lutte contre l'incendie. Aujourd'hui, leurs missions ont évolué et répondent à une multitude de situations.



© Stephane BENITO - Fotolia.com

Les pompiers doivent maintenant répondre aux missions suivantes :

- la lutte contre le feu et les conséquences des explosions
- La prévention des incendies
- les travaux de secours techniques
- la recherche et le dégagement de personnes et d'animaux en situation périlleuse (désincarcération)
- les secours aux noyés et travaux subaquatiques
- les menaces technologiques (fuites de gaz, interventions chimiques)
- l'aide médicale urgente

La prévention en matière d'incendie passe donc obligatoirement par les Services d'Incendies.

Lors du colloque du 1er juin "Sécurité dans le cadre de l'accueil extrascolaire", le **Capitaine Van Itterbeeck, du Service Incendie de Braine-l'Alleud**, a exposé les problèmes qu'il rencontre le plus souvent lors des visites de prévention (essentiellement les établissements scolaires mais les remarques sont valables aussi pour tous les lieux d'accueil, écoles de devoirs y compris).

Précisons d'emblée que ces visites ne peuvent être réalisées d'initiative par le service incendie. Elles se font à la demande du Bourgmestre et à chaque fois que la loi le prévoit.

Les éléments les plus souvent relevés lors de ces visites par le Capitaine Van Itterbeeck sont :



► **Au niveau des contrôles périodiques des équipements techniques des établissements (électricité, chauffage, extincteur,...) :**

- On ne respecte pas toujours les périodicités et les prescriptions légales ;
- il faut souvent rappeler qu'il est nécessaire de posséder des attestations de conformité ne comportant pas de remarques ;
- il est important d'assurer un suivi des remarques sur les entretiens périodiques, réparations éventuelles,...



► **Au niveau du compartimentage du bâtiment :**

Le bâtiment doit être divisé en compartiments disposant de portes coupe-feu munies d'un dispositif de fermeture automatique.

Chaque étage constitue un compartiment, les cages d'escaliers sont également séparées de la même façon.

Les locaux « dangereux » tels que la chaufferie, cuisine,...sont également compartimentés.

Ces compartimentages permettront d'éviter la propagation de l'incendie et l'évacuation aisée du bâtiment en cas d'incendie.

Il constate souvent :

- le non-respect des mesures de prévention mise en place. Par exemple, les portes coupe-feu qui sont bloquées en position ouverte par une cale et qui ne sont donc plus d'aucune utilité en cas d'incendie ;
- Les portes coupe-feu qui sont démontées pour faciliter le passage des jeunes ;
- La création de nouveaux locaux techniques sans tenir compte des prescriptions légales ;
- ...



► **Au niveau des moyens d'extinction**

Les équipements généralement mis en place : dévidoirs à alimentation axiale, extincteurs, systèmes d'extinction automatique (surtout pour les chaufferies, cuisines,...).

Les pompiers constatent souvent lors de leur inspection :



- les appareils ne sont pas contrôlés alors qu'ils doivent l'être ;
- les dévidoirs sont sans vanne d'ouverture ou mal enroulés ;
- les extincteurs sont manquants ;
- les extincteurs ont subi des actes de vandalisme et sont donc hors d'usage ;
- les systèmes d'extinction automatique ne sont pas adaptés. (Par exemple, lors de la transformation d'une chaufferie au mazout en chaufferie au gaz) ;
- ...



► Au niveau de l'évacuation

Le principe général est d'avoir toujours deux possibilités d'évacuation.

Les voies d'évacuation doivent être accessibles en tous temps. Celles-ci ne peuvent pas servir de lieu de stockage. Les portes de sorties de secours doivent pouvoir être ouvertes sans manœuvre préalable.

Les problèmes les plus souvent rencontrés :

1. Problèmes techniques :

- absence, défectuosité ou neutralisation du système d'alerte / alarme car le système n'est pas entretenu ;
- ligne téléphonique permettant d'appeler les services de secours inexistante ;
- pictogrammes indiquant les voies d'évacuation et les sorties sont

- inexistants ou mal placés ;
- système d'éclairage de sécurité est défectueux ;
- ...

2. Problèmes d'organisation et d'occupation :

- les portes d'évacuation sont bloquées ou inaccessibles ;
- Le stockage dans les voies d'évacuation ou en bas des cages d'escaliers ;
- La ligne téléphonique permettant d'appeler les services de secours est inaccessible car les locaux sont fermés à clef, par exemple ;
- ...

3. Problème pour des établissements occupés par plusieurs associations :

- les horaires sont différents les uns des autres et toutes les associations n'ont pas accès aux différentes voies d'évacuation car elles ne possèdent toutes les clefs des sorties ;
- « Mauvais » choix des locaux en fonction des plages horaires et des activités. Par exemple, une EDD dans une école occupe des classes à l'étage. En cas d'incendie risque d'être bloqué si les responsables de l'EDD ne possèdent pas toutes les clefs pour les portes de sorties.
- ...



© Rena Müller - Fotolia.com



CONSIGNES À SUIVRE EN CAS D'INCENDIE

En cas de fumée suspecte, de flammes ou d'odeur de brûlé...

1 Analyser rapidement le risque

2 Donner l'ALERTE

Le téléphone disponible est situé :

Numéro d'appel des POMPIERS : **100**

Parler calmement et préciser l'adresse et le numéro de téléphone :

Préciser l'importance du sinistre

Prévenir la coordination du lieu :

3 Si possible

- Fermer toutes les issues du local (portes et fenêtres) ;
- Sans vous exposer, attaquer le feu uniquement à l'aide des extincteurs portatifs en attendant l'équipe d'intervention incendie.

4 Évacuer

Quand vous entendez l'ordre d'évacuation :

- Encadrer les enfants, les accompagner au point de rassemblement prévu ;
- Rester avec eux jusqu'à la fin de l'alerte ;
- Quitter immédiatement le bâtiment ;
- Vous rassembler au lieu prévu :

- Vérifier si tout le monde est là. **Ne jamais retourner sur les lieux d'un sinistre !**

5 Dans tous les cas

- Garder son calme ;
- Quitter le bâtiment par les sorties habituelles ou les sorties de secours en suivant le chemin le plus court ;
- Ne pas courir ;
- Ne pas crier "au feu" ;
- Ne pas chercher ses effets personnels ;
- Ne pas utiliser les ascenseurs ;
- Se donner rendez-vous au lieu de rassemblement prévu ;
- Vérifier si tout le monde est là ;
- Attendre les instructions avant de regagner, dans le calme, le lieu de travail ;
- Vous êtes en communication téléphonique avec l'extérieur, prévenez votre correspondant, notez son numéro et coupez
- Vous êtes occupé à l'ordinateur, sauvegardez rapidement les données et coupez.



1. Chronologie d'une stratégie globale en pratique...

- Placement d'extincteurs et de dévidoirs
- Placement de pictogrammes (sorties et sorties de secours)
- Placement de plans de situation à tous les étages (avec indication des sorties de secours et des moyens d'extinction)
- Désignation de membres des équipes de première intervention
- Désignation de zones de rassemblement sûres à l'extérieur du bâtiment
- Désignation d'un responsable pour chaque zone de rassemblement
- Mise en place d'un système de tenue à jour automatique des présences dans le bâtiment et placement de ces listes
- Formation des responsables concernés
- Mise en place d'une équipe d'évaluation de l'exercice
- Déroulement de l'exercice, minutage et observation
- Evaluation de l'exercice et prise de décisions pour l'amélioration future

2. Installations électriques...

- L'installation et les réparations doivent être effectuées par des électriciens qualifiés
- La capacité des installations ne peut pas être dépassée
- Ne jamais fixer des fils électriques par des clous ou des crampons
- Ne jamais passer des fils électriques sous les tapis ou les carpettes
- Les fils coupés ou endommagés doivent être remplacés
- Les ampoules ne peuvent pas être en contact avec des matières inflammables

3. Liquides inflammables - produits chimiques - peintures - huiles...

- Les liquides inflammables doivent être conservés dans des locaux spéciaux
- Extraire de ce local uniquement la quantité de liquide nécessaire à l'usage journalier
- Interdiction de fumer lors de la manipulation de produits inflammables
- Les liquides inflammables ne peuvent pas être utilisés dans un local clos ou mal ventilé, ainsi qu'aux alentours d'une flamme ou à proximité d'un lieu de production d'étincelles
- Le dépôt des huiles et peintures doit être situé dans un local isolé
- Des bouteilles de gaz LPG doivent être stockées dans un local réservé exclusivement à cet effet c'est-à-dire un local dont les murs, cloisons, planchers et plafonds résistent au feu durant au moins une heure et qui ne comporte que les ouvertures indispensables à l'exploitation et la sécurité

4. Autres conseils pratiques...

- Placez les extincteurs près des portes, à hauteur d'épaules, clairement visibles et toujours accessibles

- N'achetez ou ne placez que des modèles agréés BENOR et ANPI
- Souscrivez toujours un contrat d'entretien annuel avec une personne compétente, généralement le fournisseur (ou le service de pompier s'il accepte la mission)
- Ne stockez jamais rien devant les extincteurs
- Signalez et faites contrôler immédiatement tout extincteur qui a servi ou qui est démuné de son plombage (sceau) de sécurité : c'est une garantie sine qua non
- Prévoyez toujours des consignes incendie, clairement affichées en tous lieux stratégiques (entrée, hall ascenseurs, cafétéria,...)
- Assurez-vous que le personnel les connaît
- Veuillez à ce que tout ou partie du personnel soit aguerri à la lutte contre l'incendie et l'évacuation des lieux via des exercices d'extinction et d'évacuation, si possible



© Ivonne Wierink - Fotolia.com

- Des exercices d'extinction peuvent vous être organisées par les firmes de vente et de location d'extincteurs, parfois par le corps de pompier local
- Il peut être intéressant de faire contrôler l'état des appareils électriques utilisés à la cafétéria ou à la cuisine
- Respectez scrupuleusement les obligations de contrôles électriques par un organisme agréé
- Mettez sans délai hors service tout appareil électrique défaillant ou douteux
- Faites respecter les interdictions de fumer là où elles sont d'application
- Veuillez à ce que les portes coupe-feu ne soient jamais en position ouverte. Elles en deviennent inefficaces
- N'oubliez pas le contrôle annuel et le ramonage du chauffage au mazout et des cheminées
- Ne stockez rien dans la chaufferie
- Lors de réunions, conférences, colloques, toujours vérifier la capacité d'accueil des salles.
- Les portes de sortie doivent idéalement s'ouvrir vers l'extérieur
- Demandez s'il y a de l'asbeste (= amiante) et si l'inventaire asbeste a été réalisé. Quels sont les mesures prises ?
- Lorsque vous louez un bâtiment, demandez une copie du passage des pompiers au propriétaire (quand vous louez un bâtiment qui accueille des enfants, adultes,...)
- Si vous louez un bâtiment et que vous avez signé une convention « Abandon de recours... » en cas d'incendie, il faut toujours s'assurer que les assureurs du propriétaire soient bien au courant de cet abandon. Dans le cas contraire, celui-ci peut être considéré comme nul et vous pourriez être poursuivi.



Le Crioc a réalisé en 2006 une étude sur les accidents survenus dans les milieux d'accueil extrascolaire. Celle-ci a permis de fournir des pistes de réflexion et d'actions visant à améliorer les services d'accueil des enfants.

Elle est téléchargeable sur le site <http://www.oivo-crioc.org/textes/pdf/1725fr.pdf>. Nous vous conseillons d'aller la consulter.

Un homme averti en vaut deux...

1) Au niveau du profil des accidentés

Selon cette étude le profil à risques sont plutôt les garçons et les enfants de moins de 12 ans.

Les accidents sont beaucoup plus nombreux les 15 premiers jours de la reprise des activités.

Cette quinzaine est à considérer comme une période critique, une période d'adaptation pour les enfants comme pour les encadrants.

2) Au niveau des encadrants

- Plus l'encadrant est formé, moins d'accidents il y a. La formation leur permet d'être proactif éviter et limite le nombre d'accidents.
- On peut observer une période de transition durant les 15 premiers jours correspondant à la période d'adaptation et de mise en route.
- On constate plus d'accidents à la garderie du soir. Il y a souvent moins d'encadrants et la fatigue des enfants est plus grande.
- Les types d'activités peuvent aussi jouer un rôle : si ce sont des activités moins encadrées, il y a plus de risque d'accidents
- Un accident sur cinq se produit lors de l'utilisation de matériel, de type matériel de bureau, de sport,...

3) Risques d'accidents

- En fin de semaine, il y a donc plus d'accidents dûs probablement à la fatigue des enfants
- Les accidents ont souvent lieu à l'extérieur
- L'utilisation de matériel de bureau et sportif sont plus dangereux

4) Types d'accidents

Ce sont souvent des chutes lorsque l'enfant est seul (= 50% des cas). Ce sont, en général, des accidents bénins. Les lésions que l'on rencontre le plus souvent sont des éraflures, contusions, gonflements, plaies ouvertes et saignement sont souvent faibles et localisés à la tête, aux genoux et aux doigts

Conclusion

► Ce sont souvent des « bosses et des bobos » légers, sans réelles conséquences. Peu de lésions et quand il y en a, elles se limitent à des éraflures, des contusions ou des gonflements à la tête, aux genoux ou aux doigts, suite à une chute sur le sol, un coup ou une coupure.

► L'accidenté type est le garçon, jeune, actif et qui joue seul.

► Les éléments auxquels il faut être attentif pour éviter l'accident sont :

- les heures critiques c'est-à-dire les récréations et l'après 16h
- les jours critiques du mercredi au vendredi (fin de semaine)
- les moments où l'attention se relâche (garderie du soir, pause de midi)
- les lieux à risque : la cour et les espaces extérieurs au centre
- les activités à risques telles que le dévouement libre ou activité libre organisée
- le matériel à manier avec précaution
- la formation des encadrants
- l'infrastructure de qualité



CRIOC

20, Boulevard Paepsem 'Paepsem Business Park' - 1070 Anderlecht

Tél: 02/547 06 11 - <http://www.crioc.be/>



Faisons le point sur les divers types de contrats d'assurances qui sont obligatoires et ceux qui sont susceptibles de répondre aux besoins que vous rencontrez !

Afin d'être le plus exhaustif possible, nous avons rencontré Frédéric LEFORT, délégué chez ETHIAS. Il nous a aidé à faire le bilan des assurances indispensables, voire incontournables, pour les écoles de devoirs. Merci à lui pour sa précieuse collaboration dans la rédaction de l'article.

I. Les assurances obligatoires

L'article 7 du décret de la CF du 28/04/2004 impose aux écoles de devoirs pour être reconnues par l'ONE de «contracter une assurance responsabilité civile couvrant le personnel d'animation, les dommages corporels causés aux participants aux activités de l'école de devoirs ainsi que le fait de ceux-ci ».



A) Assurance de la responsabilité civile (RC) générale

Qu'est-ce qu'une assurance en responsabilité civile ?

Nul n'est à l'abri d'une erreur et ce, même dans le cadre professionnel. Celle-ci peut avoir des conséquences graves. En tant que directeur, coordinateur, vous êtes responsables des dommages engendrés par vous-mêmes et votre personnel, par les enfants dont vous assumez la surveillance, vos locaux, vos matériels professionnels,... L'assurance RC vous protège des conséquences financières engendrées par les dommages survenus durant vos activités par vous-mêmes ou vos collègues.

Mais attention, cette assurance ne couvre pas les actes causés volontairement.

Quels sont les éléments qui constituent la RC ?

Pour que votre responsabilité civile extra-contractuelle soit reconnue, il faut 3 éléments :

- la faute = la transgression de la loi, d'un règlement
= tout acte blâmable par référence à la conduite qu'aurait adopté le « bon père de famille »
Elle peut être intentionnelle ou non, lourde ou légère,...
- le dommage = atteinte à un bien, à l'intégrité physique, morale, directe ou indirecte
- le lien de causalité c'est-à-dire qu'il faut absolument que le dommage soit survenu suite à la faute commise.

NB : le dommage doit être causé à un tiers c'est-à-dire à toute autre personne que l'école de devoirs.

Si un de vos collaborateurs cause un dommage à l'école, celle-ci ayant souscrit au contrat d'assurance, elle n'est donc pas tiers vis à vis d'elle-même. La compagnie d'assurance de

l'école n'interviendra donc pas.

Comment cela fonctionne-t-il ?

C'est la victime qui doit prouver qui est responsable d'un fait.

La réparation du dommage se fait :

- soit en nature : mode de réparation privilégié par le législateur belge
- soit par équivalence : réparation pécuniaire. C'est ce qui est le plus pratiqué (on évalue alors le préjudice en EUR).

Dans certains cas de figure, le législateur aide la victime par un système de présomption de responsabilités c'est-à-dire qu'il rend certaines personnes responsables d'actes posés par d'autres.

Par exemple, les parents sont responsables des enfants mais aussi, les instituteurs (au sens large et donc pas uniquement les enseignants sensu stricto) pour le fait des enfants dont ils assument la surveillance.

Quelles sont les solutions en terme de contrat d'assurance ?

Deux types de contrats peuvent être souscrits en écoles de devoirs :

1. Contrat RC générale = solution de base

■ Couverture

Indemnisation des dommages corporels et matériels

Les montants garantis dans votre assurance doivent être au minimum les suivants :

dommages corporels : 5.000.000 €

dommages matériels : 625.000 €

Défense civile et pénale

Lorsque la responsabilité civile d'un assuré est engagée.

■ Assurés

Seront couverts le preneur d'assurance en tant qu'organisateur des activités, ses collaborateurs, ses travailleurs.

2. Contrat assurance en RC et contre les accidents corporels = SOLUTION OPTIMALE

Ce contrat est vivement conseillé pour les milieux d'accueils extra-scolaires dont les écoles de devoirs. Il est beaucoup plus complet et ne coûte pas beaucoup plus cher.

Il permet de couvrir les lésions corporelles (à l'exclusion des maladies) survenant à l'assuré en-dehors de toute question de responsabilité.



Par exemple, un enfant joue seul au ballon, tombe et se casse la jambe. Il n'y a donc pas de responsabilité civile étant donné qu'il était seul. Ce qui signifie que si vous avez contracté une simple RC générale, tous les frais seront à charge des parents.

Par contre, avec une assurance en RC et contre les accidents corporels, l'assurance pourra intervenir et prendra en charge les frais.

■ Couverture

- Indemnisation des dommages corporels et matériels (cfr assurance RC générale)
- Défense civile et pénale (cfr assurance RC générale)
- Couverture des accidents corporels qui pourraient survenir en dehors de toute question de responsabilité, à l'ensemble des participants :
- durant les activités assurées
- sur le chemin de celles-ci, c'est-à-dire sur le parcours et pendant le temps normalement nécessaire à l'aller et au retour du domicile au lieu où se déroulent les activités

Le contrat devra prévoir les garanties minimales suivantes :

- remboursement, après intervention de la mutuelle, des prestations médicales reprises à la nomenclature du tarif de l'INAMI, jusqu'à concurrence dudit tarif en vigueur au moment des soins et ce, pendant 3 ans à dater de l'accident
- remboursement des frais de prothèses dentaires jusqu'à concurrence de 125 € par dent, sans dépasser 500 € par victime
- paiement d'un capital de 7.500 € en cas de décès
- paiement en cas d'invalidité permanente, d'un capital déterminé au prorata du degré d'invalidité, sur la base d'un capital de 15.000€ pour une invalidité atteignant 100 %.

■ Assurés

Couverture des membres.

ATTENTION !!!

Pour la couverture des accidents corporels du personnel rémunéré ou volontaire, voir le point sur les assurances accidents du travail ou sur les assurances des bénévoles (voir p. 27).

Remarques :

- Lorsque vous souscrivez ce type d'assurance, il est important de bien décrire tous les types d'activités organisées par votre EDD (sports, sorties, bricolage,...)
- Si vous devez transporter des enfants, dans vos véhicules privés, s'assurer que votre RC auto couvre les passagers.



B) Assurance contre les accidents du travail (pour le personnel rémunéré)

Si vous employez du personnel, la loi du 10 avril 1971 vous oblige à souscrire une assurance accident de travail. Dès leur entrée en service, les membres du personnel, s'ils sont rémunérés, sont en droit d'attendre les indemnités prévues par la loi précitée, s'ils sont victimes d'un accident pendant leurs fonctions ou sur le chemin aller-retour de celles-ci.

Toutefois attention ! Certaines catégories de personnel rémunéré bénéficient déjà de cette couverture légale (T.C.T., A.L.E.,...). L'obligation d'assurance qui incombe aux EDD ne concerne donc que les membres du personnel rémunérés directement par vous, sur vos fonds propres.

Qui doit souscrire une telle assurance ?

La loi oblige tout employeur à souscrire une assurance contre les accidents du travail, en faveur de son personnel.

Toute personne employant, en échange d'une rémunération, du personnel travaillant sous sa direction et sous contrôle, doit donc souscrire une telle police.

Cette police s'applique en d'autres termes aux domestiques, ouvriers et employés.

La Loi s'applique exclusivement au secteur privé. Les agents du secteur public sont soumis à un régime analogue.

Quels risques sont couverts par une assurance Accidents de travail ?

En vertu de la loi, cette assurance garantit l'indemnisation des accidents pouvant survenir à un membre du personnel pendant l'exercice du travail ainsi que sur le chemin du travail.

Le membre du personnel est indemnisé jusqu'à concurrence d'un salaire annuel maximum (= plafond légal) qui est fixé chaque année. Celui-ci est indexé chaque année.

NB : la rémunération réelle peut être assurée moyennant souscription d'une assurance extra-légale.

Quels accidents faut-il déclarer ?

L'employeur, ou son délégué, doit déclarer à la compagnie, ainsi qu'à l'inspection technique compétente, tout accident susceptible de donner lieu à l'application de la loi sur les accidents de travail.

Qui doit déclarer l'accident ?

C'est l'employeur ou son préposé (responsable du personnel ou de la sécurité) qui doit déclarer tout accident.

Si l'employeur omet de le déclarer, celui-ci peut être déclaré par la (les) victime(s) ou ses ayants droits.

Comment déclarer un accident de travail ?

- Via les systèmes informatiques des assureurs ou en utilisant le formulaire de déclaration d'accident de travail. Celui-ci doit être complété et transmis à l'assurance dans les 10 jours ouvrables soit par l'employeur soit par le travailleur salarié ou un membre de sa famille.

- Via le site de l'ONSS.

Quelles sont les conditions pour être reconnu comme victime ?

Afin qu'un accident puisse être reconnu comme accident de



travail, cinq conditions doivent être réunies :

- il existe un événement soudain
- il existe une lésion
- l'événement soudain a provoqué la lésion
- l'accident est survenu pendant l'exécution du contrat de travail
- l'accident est survenu à cause de l'exécution du contrat de travail

Pour prouver que c'est un accident de travail, la déclaration de la victime seule ne suffit pas.

Elle ne sert de preuve que si elle est appuyée par d'autres éléments qui permettent de supposer que les choses se sont bien passées comme vous le déclarez.

Quelques règles à observer :

- déclarer immédiatement l'accident à l'employeur, même s'il ne provoque pas un arrêt de travail
- mentionner les témoins directs (ceux qui ont vu l'accident) et les témoins indirects (ceux qui n'ont pas vu l'accident mais à qui vous en avez parlé)
- faire constater les lésions par un médecin, le plus rapidement possible.

Pour un accident survenu sur le chemin du travail, il faut que celui-ci soit intervenu sur le trajet normal du travail.

Quelles indemnités sont accordées ?

1. Frais de traitement : frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation
2. Incapacité temporaire de travail : indemnisation sur la base du salaire journalier moyen
3. Incapacité de travail économique permanente : rente pour l'intéressé
4. Prothèses et appareils orthopédiques (indemnisation de l'achat et de l'entretien)
5. Frais de déplacement : indemnisation des déplacements effectués. Le conjoint, les enfants et parents peuvent demander une indemnité dans le cas d'une hospitalisation.
6. Décès : si le travailleur décède des suites d'un accident de travail, les proches ont droit au remboursement des frais funéraires, frais de transfert et le versement d'une rente.

Que doit faire votre employeur ?

Vous signalez à votre employeur l'accident dont vous êtes victime. Celui-ci est obligé de le déclarer à son assureur. Un certificat médical est joint, si possible, à la déclaration.



Il dispose pour cela d'un délai de 10 jours ouvrables à partir du lendemain de l'accident (le samedi est considéré comme un jour ouvrable).

S'il ne le fait pas, vous pouvez faire vous-même cette déclaration. Dans ce cas, le délai de 10 jours n'est pas d'application, mais vous avez intérêt à le faire sans attendre. Vous disposez en tout d'un délai de 3 ans, qui est le délai de prescription. Au-delà de ce délai, vous ne pouvez plus réclamer l'indemnisation de votre accident.

Si vous avez de sérieuses raisons de croire que votre employeur n'est pas assuré contre les accidents du travail ou il refuse de déclarer votre accident, vous devez informer immédiatement le Fonds des Accidents du Travail (rue du Trône, 100 à 1050 Bruxelles) qui effectuera une enquête.

Qu'advient-il en cas de non assurance ?

Si l'employeur oublie ou néglige de souscrire une assurance, il est d'office affilié au Fonds des Accidents du Travail (FAT).

L'employeur doit alors payer une amende et rembourser les frais de l'accident.

C'est également valable si on a engagé du personnel sans qu'une extension de garantie n'ait été demandée.



C) Assurance des volontaires (bénévoles)

Les volontaires ne sont pas assujettis à l'ONSS et ne bénéficient donc pas de l'assurance Accidents du Travail. Il en va de même pour de nombreuses personnes qui participent à des activités temporaires que vous organisez.

Toutefois, la loi du 03 juillet 2005 sur le volontariat a voulu encourager le bénévolat tout en protégeant les volontaires, en imposant notamment qu'une « note d'information » leur soit remise et qu'ils soient toujours couverts par une assurance.

Cette loi comporte des dispositions relatives aux responsabilités mises à charge des volontaires et à l'assurance à souscrire par l'organisation pour couvrir les risques liés au volontariat (articles 5 et 6). Ces dispositions s'appliquent uniquement aux personnes morales de droit privé ou public ne poursuivant pas un but de lucre, aux associations de fait sans but lucratif qui emploient du personnel rémunéré ainsi qu'aux associations de fait qui peuvent être considérées comme des sections des personnes morales ou associations de fait précitées. Les écoles de devoirs constituées en asbl sont donc pleinement concernées.

L'article 5 de la loi précise que l'organisation qui emploie des volontaires est civilement responsable des dommages causés par ceux-ci, sauf en cas de dol, faute grave ou faute légère présentant dans le chef du volontaire un caractère habituel. Ces volontaires bénéficient donc, à présent, d'une immunité de responsabilité en cas de faute légère non habituelle.

L'article 6 de la loi du 3 juillet 2005 met par ailleurs à charge de ces organisations, l'obligation de souscrire une assurance en responsabilité civile qui couvre au minimum la responsabilité civile de l'organisation du fait des volontaires.

Un Arrêté Royal a été adopté le 19 décembre 2006 en exécution de l'article 6 de la loi afin de déterminer les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité



civile extracontractuelle des organisations travaillant avec des volontaires.

Ces conditions minimales de garantie s'appliquent dès le 1er janvier 2007 à tous les contrats d'assurance en cours couvrant ledit risque.

Les écoles de devoirs devraient donc au minimum couvrir leur responsabilité civile en la matière (cfr. Contrats de la « Responsabilité civile générale »).

En outre, il est souhaitable de souscrire en leur faveur un contrat d'assurance leur garantissant une indemnisation en cas d'accident corporel dont les bénévoles seraient victimes.

Deux formules sont possibles :

- indemnités calculées par référence à celles prévues par la loi sur les accidents du travail et sur le chemin du travail ;
- indemnités forfaitaires, de même type par exemple que celles prévues dans l'assurance RC et accidents corporels (cfr. Point A ci-avant)

Ces contrats peuvent être souscrits tant pour les volontaires réguliers (assurance permanente) qu'en faveur de volontaires occupés occasionnellement, lors d'une organisation précise (assurance de courte durée).

II. Les autres types d'assurances



A) Assurances « tous risques »

Un éventail d'objets peut être assuré par une couverture de type « tous risques » : ordinateurs et appareils connexes, télévisions, magnétoscopes, matériel didactique, chapiteaux, tentes, podiums, œuvres lors d'expositions, instruments de musique, etc.

Les assurances les plus courantes sont :

1) L'assurance « tous risques électronique »

En effet, dans notre société actuelle, l'informatique est devenu un outil indispensable pour bon nombre de sociétés et d'associations. Il s'agit donc de prendre certaines précautions à l'égard de ce matériel spécifique et de l'assurer.

L'assurance « tous risques électronique » peut être contractée pour le matériel informatique mais aussi, d'une manière plus générale, pour le matériel électronique comme les centraux téléphoniques, les télévisions, appareils photos, etc.

2) L'assurance « tous risques »

Elle couvre les instruments de musique, les tentes, etc. et aussi, de manière ponctuelle, le matériel utilisé dans le cadre de manifestations organisées par vos établissements.

Quelles sont les avantages de telles assurances ?

- les objets sont couverts de manière optimale : contre l'incendie, la foudre, l'explosion, la tempête mais aussi les dégâts matériels

par suite de chute et de vandalisme

- les appareils portables sont couverts où que vous les emmeniez
- le vol est assuré, à la condition toutefois qu'il soit accompagné d'effraction, de violence ou de menace.

Quelle est la valeur assurée ?

Les objets doivent être assurés en valeur à neuf ou de remplacement à neuf, c'est-à-dire le montant nécessaire pour acquérir un appareil neuf identique ou ayant les mêmes caractéristiques et capacités.

Pour les œuvres et objets d'art, la valeur renseignée par l'artiste servira de base pour l'établissement du contrat, étant entendu que l'indemnisation se fera en valeur réelle.

Dans tous les cas, une liste détaillée et valorisée de l'ensemble des objets à assurer sera nécessaire à l'élaboration du contrat.



B) Assurance contre l'incendie et périls connexes

Cette assurance n'est pas une assurance obligatoire alors qu'elle est indispensable pour se prémunir en cas d'incendie.

Même si aucune loi ne la rend obligatoire, il est fortement conseillé d'en contracter une. Elle permet de vous protéger des dégâts matériels que peut engendrer un incendie.

Les principes de base sont les suivants :

1. L'assuré agit en qualité de propriétaire :

- Capitaux à assurer : - pour le bâtiment : la valeur de reconstruction à neuf
- pour les biens mobiliers : la valeur de remplacement à neuf
- Périls assurables : - incendie et périls connexes (tempête, grêle, pression de la neige, dégâts des eaux, bris de vitres)
- responsabilité civile immeuble (en cas d'absence d'une police de responsabilité générale)
- vol et vandalisme
- catastrophes naturelles

2. L'assuré agit en qualité de locataire ou d'occupant :

- Capitaux à assurer : - si locataire de la totalité d'un immeuble : valeur de reconstruction à neuf, sous déduction de la vétusté (= valeur réelle)

Cela est cependant inutile si vous bénéficiez d'un abandon de recours de la part du propriétaire de l'immeuble ET de ses assureurs (lorsque vous bénéficiez d'un abandon de recours, il



est primordial de s'assurer que les assureurs de votre propriétaire sont au courant de cet abandon car aussi non cela n'a aucune valeur).

- pour les biens mobiliers : la valeur de remplacement à neuf

- Périls assurables :
- incendie et périls connexes (tempête, grêle,...)
 - responsabilité civile immeuble (en cas d'absence d'une police de responsabilité civile générale)
 - vol et vandalisme



C) Assurance de la RC des administrateurs d'ASBL

L'assurance de RC des Administrateurs a pour objet de couvrir la responsabilité civile qui pourrait incomber à toute personne physique ayant la qualité de dirigeant de droit ou de fait de l'association à la suite de fautes qui relèvent spécifiquement du contrôle et/ou de la gestion (direction) de ladite association. Elle protège, à ce titre, le patrimoine personnel de l'administrateur et par conséquent ne couvre pas la RC de l'organisation elle-même.

Sachez également que cette assurance ne couvre que les dommages corporels et matériels qu'un administrateur (ou autre membre de l'association) pourrait causer à des tiers.



D) Assurance lors de déplacements à l'étranger

En cas d'organisation d'un voyage à l'étranger, il est possible de souscrire, en faveur des participants et pour la durée du voyage, un contrat d'assistance à l'étranger.

Outre le rapatriement en cas de maladie ou d'accident et le remboursement des frais chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation exposés sur place, ce type de contrat garantit généralement des interventions complémentaires telles que rapatriement de la dépouille mortelle en cas de décès, déplacement au chevet de l'assuré d'un membre de la famille resté en Belgique, retour anticipé en cas de décès en Belgique d'un membre de la famille, avance de fonds dans certaines circonstances,...



E) Assurance « Tous risques bagages »

Complémentaire à l'assurance lors des déplacements à l'étranger,

il est également possible de garantir les bagages (et, si mention expresse en est faite, les objets plus précieux ou coûteux comme les bijoux, montres, appareils photos) que les participants emportent lors des voyages ou missions organisés(e)s en Belgique ou à l'étranger.

La garantie proposée couvre la destruction ou les dégâts dus à toute circonstance fortuite (y compris l'incendie et le vol) occasionnés aux bagages.

Chaque participant doit déclarer la somme qu'il désire assurer. Peuvent également être couverts, à concurrence de 50% maximum de cette somme et avec une limite de 495,79 € par objet, les objets plus précieux ou coûteux.

L'indemnité sera réglée sur base de la valeur des objets au moment du sinistre.

Même si contracter des assurances peut sembler coûteux, en cas d'accident, et peu importe quel type d'accident ou de sinistre, il est toujours préférable d'être suffisamment assuré !!! S'assurer, ce n'est pas jeter l'argent par la fenêtre mais c'est se prémunir !!!

N'hésitez pas en cas de doutes à contacter votre courtier ou les compagnies d'assurances, telles que Ethias (www.ethias.be – collectivités) qui se feront un plaisir de vous aiguiller !



© Starblue - Fotolia.com



ETHIAS

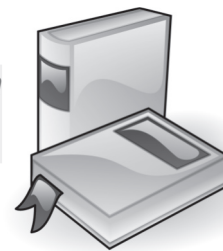
rue des Croisiers, 24 - 4000 Liège

Tél. : 04 220 31 11 - Fax : 04 220 36 58 - E-mail : service-commercial@ethias.be

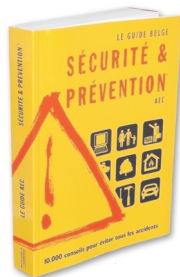
<http://www.ethias.be>



Quelques références de livres et de sites sur la prévention et la sécurité pour compléter ce dossier...



Le guide belge Sécurité & Prévention : 10.000 conseils pour éviter tous les accidents - Myriam Robert-César



AEC Editions, 2006, 507 p.

Cet ouvrage, véritable guide citoyen est destiné à tous les foyers et aux collectivités.

Il s'adresse tant aux familles qu'aux spécialistes, à toute personne "responsable".

Il recense les dangers que nous

encourons chaque jour : accidents domestiques, incendies, sinistres, pertes, vols, etc.

Il donne des conseils pour se prémunir de ceux-ci. Il remet en mémoire les bonnes habitudes oubliées, les conseils, les gestes à faire et à ne plus faire.

Pour mieux se protéger, des adresses utiles complètent le tout pour savoir mieux réagir quand il est déjà trop tard pour prévenir.

Pour plus d'infos : <http://www.leguidesecurite.be/>

Cahiers de l'Observatoire de l'enfant n°9 - Printemps 2002

Dossier : Un outil pour améliorer la sécurité dans les lieux d'accueil extrascolaire

Observatoire de l'Enfant de la Commission communautaire française -

<http://www.grandirabruzelles.be>

Brochure "La pharmacie scolaire"

Service enseignement de la Croix Rouge - Tel:

02/645.46.61 - Fax: 02/648.58.31 - Email:

odette.colin@redcross.fr.be

"Misez... sécurité" et "En terrain sûr !"

Educa Santé - Avenue Général Michel, 1b - 6000 Charleroi

Tel: 071/30.14.48 - Fax: 071.31.82.11 - Email:

doc@educasante.org

Deux brochures consacrées à la sécurité dans les aires de jeux.

DES SITES WEB

► **Belgium.be - Prévention et sécurité**

<http://www.belgium.be>

Dans l'"Espace Citoyen", vous trouverez un dossier consacré à la Prévention et sécurité. Ce dossier aborde notamment la question des incendies (mesures de précaution, risques électriques...),

► **Fondation Belge des Brûlures**

<http://www.brulures.be/>

Des conseils pratiques sur les premiers secours, les assurances, les gestes qui sauvent...

CENTRE DE DOCUMENTATION DE LA FFEDD



La FFEDD vous propose plusieurs centaines de livres, revues, outils pédagogiques... à consulter sur place ou à emprunter (possibilité d'envoi par correspondance).

FFEDD

Accès : croisement rue d'Harscamp et boulevard Isabelle Brunell (Namur), entrée par la grille CPAS.

Tel: 081/24.25.22 - Fax: 081/24.25.23 - Email: biblio@ffedd.be

<http://www.ffedd.be>

Du lundi au vendredi sur rendez-vous



Cette rubrique tente de vous tenir au courant des différents thèmes de formations organisés par l'ensemble des Coordinations. N'hésitez pas à prendre contact avec l'une d'entre elles ou à téléphoner à la Fédération si vous souhaitez avoir des informations complémentaires.

La formation initiale

« Etre animateur ou coordinateur en école de devoirs,...un métier, une profession à part entière ! »



La formation qualifiante pour obtenir le brevet d'animateur ou de coordinateur en école de devoirs bat son plein à Namur ! Suite au succès de la promotion de cette formation, nous avons dû inviter plusieurs candidats à reporter leur inscription à une date

ultérieure.

Nous tenons à rappeler aux nombreuses personnes qui ont suivi la formation organisée par l'Ecole provinciale de Cadres de Namur en 2003/2004, que nous insistons fortement auprès du Service Jeunesse de la Communauté Française, pour que soit reconnue cette formation, en équivalence au brevet actuellement dispensé. Si vous faites partie de ces personnes, n'hésitez pas à nous en faire part pour que nous puissions vous tenir au courant des suites de ce dossier.

Comme annoncé précédemment, la formation va également être organisée à **Bruxelles**.

Voici les dates qui ont été retenues : les **6 et 7 mars 2008** ; **17 et 18 avril 2008** ; **8 et 9 mai 2008** ; **23 mai 2008** et le **10 octobre 2008**, de 9h00 à 16h00, dans les **bâtiments de la Communauté Française**, boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles.

Une équipe de formateurs professionnels ont été spécialement choisis pour garantir une dynamique de formation ancrée dans les valeurs de l'éducation permanente.

COALA, asbl et **Nature et Loisirs asbl Louis Picalausa** sont les deux organismes de formation engagés par la Fédération pour mener à bien les différentes étapes de ce processus de formation.

Si vous êtes intéressés par un travail de réflexion autour des multiples facettes et compétences développées au sein de votre travail en école de devoirs, ne tardez pas à prendre contact...Il reste encore quelques places !

Des formations continues

Coordination des EDD de la province du Brabant Wallon

Rue Belotte 3 - 1490 Court-Saint-Etienne

Tél.: 010/61.10.88 - Fax: 010/61.57.42 - E-mail : info@ceddbw.be - Site : <http://www.ceddbw.be>



Les mécanismes d'apprentissage et la logique de l'erreur.

Les contenus de cette formation ont été spécifiquement pensés pour répondre aux besoins des animateurs en écoles de devoirs.

Pierre Vandenheede, conseiller pédagogique à la Coordination des écoles de devoirs de Bruxelles, se propose d'endosser la casquette de formateur pour guider vos réflexions sur l'ensemble de ces mécanismes.

DATES : Les 11, 15 et 22 janvier 2008 pour les mécanismes d'apprentissage et les 11, 18 et 25 avril 2008 pour les mécanismes d'erreurs.

LIEU : Leur Abri, rue du Baillois, 6 à 1330 Rixensart

Coordination des EDD de Bruxelles

Rue de la Borne, 14 à 1080 Bruxelles

Tél : 02/412.56.14 - Fax : 02/412.56.11

E-mail : cedd-bxl@inweb.be



La boîte à Zoutils

Depuis cinq ans, une centaine d'animateurs d'écoles de devoirs se sont formés en gestion mentale auprès de la Coordination ou auprès d'autres structures. Il semble que cette démarche pédagogique fasse émerger des questions, des réflexions et invite les personnes concernées à vouloir demander un suivi de formation sur le terrain. La formation propose donc d'approfondir certains concepts, non pas avec des contenus théoriques mais bien en construisant collectivement des outils qui répondent directement aux situations vécues en école de devoirs.

Deux formateurs en gestion mentale, **Karima El Manzah** et **Pierre Vandenheede** accompagneront les participants dans cette démarche afin de chercher des pistes de solutions aux difficultés rencontrées. Ils proposeront de remettre quelques idées au clair mais également de continuer la découverte de la dynamique des gestes mentaux.

Six journées de formation sont programmées autour d'une démarche réflexive permettant de construire des outils

immédiatement transposables mais également diffusables dans d'autres écoles de devoirs.

DATES : Les 29, 30 novembre 2007 ; 17, 18 janvier 2008 et 6 et 7 mars 2008 de 9h30 à 16h30
LIEU : Le Piment, rue de la Colonne, 56 à 1080 Bruxelles

La formation est ouverte à ceux qui ont déjà au minimum quatre jours de formation en gestion mentale.

Coordination des edd en province de Liège - AEDL

Rue Stephany 7 - 4000 Liège

Tél / Fax : 04/223.69.07 - E-mail : edd.liege@win.be



Fractionary

« Oh non ! Des fractions ! » Voici une phrase que l'on peut entendre régulièrement dans la bouche des enfants mais aussi..., de nous, animateurs...

Comment faire pour aider ces chers bambins dans ce domaine ?

Abordé différemment, avec un outil original, amusant, motivant et efficace, cela devient tout de suite plus facile !

C'est, du moins, le pari que nous faisons avec vous.



Le Fractionary© est une méthode évolutive d'apprentissage des fractions. Celle-ci développe et structure les

apprentissages en utilisant des activités kinesthésiques et d'exploration.

Grâce à cet outil, l'enfant peut se faire une idée plus concrète de la fraction. C'est une aide précieuse pour l'explication et la compréhension.

Puisque « les fractions touchent à tout », le Fractionary© approche de multiples aspects mathématiques par des approches corporelles et mentales également multiples.

Il permet de poursuivre de nombreux objectifs grâce à l'utilisation de 65 blocs en bois, de 50 plateaux d'encastrement, de jeux, de fichiers d'activités et d'un guide de fiches photocopiables. Ce matériel vous sera prêté durant la durée de la formation afin de vous permettre d'approprier et tester la méthode au sein même de votre école de devoirs.

Marc Pécheny est instituteur primaire et formateur indépendant. Passionné par son métier et grand amateur de jeux, il développe du matériel ludique pour motiver les élèves en difficultés.

Il est l'auteur du Fractionary© qu'il expérimente personnellement depuis 10 ans de la 1ère maternelle à la 5ème année primaire.

DATES : Les 6, 18 décembre 2007 ; 26 février 2008 et 15 avril 2008 de 8h30 à 14h30

LIEU : Espace Beekman, rue Beekman, 26 à 4000 Liège



Livre créatif

Un temps pour l'image: créer des personnages, l'illustration d'une histoire et la conception d'un livre de différentes façons ; partir d'une idée et lui donner forme par une série de recherches picturales (le trait, le dessin, la peinture, la couleur, le collage).

Un temps pour les mots: développer sa créativité à travers des techniques ludiques. Renouer avec l'acte d'écrire ; s'inspirer de son livre d'images pour raconter une histoire, découvrir le plaisir de jouer avec les mots....

Tout un programme !

Catherine Wilkin est illustratrice, éditrice et animatrice en arts plastiques et créativité depuis 7 ans et

Jaqueline Leyder, licenciée en philologie romane, elle est animatrice à l'atelier d'écriture « Transformel » à Liège et à Verviers.

DATES : Les 17 et 18 janvier 2008 de 8h30 à 15h et les 22, 24 janvier 2008 de 8h30 à 13h

LIEU : Asbl Sainte-Walburge, rue Sainte-Walburge, 71 à 4000 Liège



Prévenir l'agressivité en développant l'estime de soi

Théo, 7 ans, arrive à l'école de devoirs et renverse deux autres enfants avant de se jeter sur le goûter. »

« Sonia répond sans cesse aux animateurs de son école de devoirs. »

« Dans la cour, David est toujours brusque avec les autres enfants. Ces derniers ne veulent d'ailleurs plus jouer avec lui. »

...Tant de situations que nous rencontrons tous les jours en école de devoirs et devant lesquelles nous sommes parfois démunis !

Comment gérer les crises? Comment réagir aux comportements agressifs des enfants?

Agressivité intrinsèque et extrinsèque à l'association. Outil de gestion et de prévention. Règlement d'ordre intérieur: approfondissement de la notion de règles. Mise en place d'un règlement d'ordre intérieur avec les enfants. Cohésion d'équipe, tels sont les principales lignes de force de la formation.

Lysiane Mottiaux est éducatrice de formation et formatrice depuis 19 ans à l'Université de Paix à Namur. Elle a beaucoup travaillé dans les écoles et avec les enfants, mais également avec les agents pénitentiaires.

DATES : Les 14, 21, 28 février 2008 et 6, 20 mars 2008 de 8h30 à 13h

LIEU : La maison du social: boulevard d'Avroy 28-30, 4000 Liège

Coordination des EDD du Hainaut

Rue de Bouffioulx 12 à 6200 Châtelet

Siège d'activités : rue Achille Chavée, 19b à 7100 La Louvière

Tél/fax : 064/21.46.56 - E-mail :
coordo_edd_hainaut@skynet.be**Ecrire et créer de ses mains : derrière la main, chercher la tête...**

La formation s'inscrit au carrefour de plusieurs missions prioritaires des écoles de devoirs et permet ainsi de croiser des savoirs, savoirs faire et savoirs être dans des dimensions transversales ; à savoir favoriser :

« La créativité de l'enfant, son accès et son initiation aux cultures dans leurs différentes dimensions, par des activités ludiques, d'animation, d'expression, de création et de communication » mais aussi « Le développement intellectuel de l'enfant, notamment par le soutien à sa scolarité, par l'aide aux devoirs et par la remédiation scolaire » et « Le développement et l'émancipation sociale de l'enfant, notamment par un suivi actif et personnalisé, dans le respect des différences, dans un esprit de solidarité et dans une approche interculturelle ».

Les ateliers qui seront proposés se situeront au cœur même de la problématique du « Lire, Ecrire et Créer dans une stratégie globale ».

Cette formation prend comme postulat, le droit pour tous de créer, inventer, imaginer et donc de se construire ici, à travers la langue, sachant que celle-ci n'est pas toute « cuite » mais sujet d'un TRAVAIL, approche de la réalité et soutien de la pensée.

Ecrire en ateliers, en tant qu'adultes d'abord, pour prendre pouvoir sur soi, apprivoiser la langue, la (re)découvrir comme matière à transformation et découvrir ses immenses capacités afin de pouvoir la déceler chez les Autres qui leur sont confiés.

Marie-Jeanne Fichot, institutrice primaire et formée à l'animation d'écriture du Groupe Français d'Education Nouvelle. Membre du GBEN, elle sera la personne ressource pour guider les participants dans cette démarche créative.

DATES : Les 20, 27 novembre et 4 décembre 2007 de 9h à 15h30

LIEU : Maison des Associations de La Louvière, Place Mansart, 21-22 à 7100 La Louvière

Grammaire et conjugaison

Aborder quelques notions de base liées à la maîtrise de la langue française pour mieux comprendre et ainsi apporter une aide ajustée aux besoins des enfants en école de devoirs, tel est le fil conducteur de ce module de formation. Mettre en place des stratégies d'apprentissage complémentaires à celles de l'école, basées sur la manipulation d'outils pertinents, telle est l'autre dimension qui sera exploitée au

cours des 4 journées.

Annick Bonnefond est formatrice à la Cgé, Changements pour l'Égalité. Elle (re)visitera au côtés des participants l'ensemble de ces notions en privilégiant bien entendu une méthodologie active et participative.

DATES : Les 20, 27 novembre et 4 décembre 2007 de 9h à 15h30

LIEU : Maison des Associations de La Louvière, Place Mansart, 21-22 à 7100 La Louvière

Une matinée de réflexion sur le thème du développement durable...

... à travers les animations liées au projet Natura Eco-roulotte de la Coordination !

Aurore Durant, animatrice au Crie de Mariemont animera les débats...

DATE : Le 22 novembre 2007 de 9h30 à 13h30

LIEU : Crie de Mariemont, Parc de Mariemont à La Hestre.

Coordination des EDD de Namur/Luxembourg

Avenue des Champs Elysées 39 bte 134 - 5000 NAMUR

Tél. : 081/23.03.37 - Fax : 081/23.03.39 -

E-mail : coordoedd_namlux@skynet.be

Sujets de débat ou de formation pour 2007-2008. A confirmer !

- Développement personnel, P.N.L..
- Communication non-violente.
- Gestion de conflit (jeux de rôle, mises en situation).
- Les primo-arrivants - échanges d'expérience : séance d'information « comment gère-t-on le problème ailleurs? » et technique d'apprentissage du français.
- La parentalité.
- Créativité, développement du travail artistique (apprendre de nouvelles techniques. Exemple : le cirque).

Plus d'infos dans notre prochain numéro et auprès de la Coordination de Namur - Luxembourg.

A bonne école, de Jean-Paul Brighelli*Gallimard, coll. Folio - Documents, 2007, 290 p.*

L'école se meurt, l'école est morte : enseignants ou parents, pédagogues et politiques, tous sont d'accord sur le constat. Le Savoir est lettre morte. La baisse de niveau généralisée a accentué l'inégalité des chances. L'ascenseur social est en panne. Les élèves eux-mêmes, peu flattés d'être désormais des "apprenants", et de décrocher un bac dévalué, souhaitent que l'on sonne la fin de la récréation. À bonne

école... est un livre de propositions. Son objectif central est de réconcilier le diplôme avec la compétence, et avec la connaissance, afin que chacun aille au plus haut de ses capacités. Programmes et formations doivent désormais viser l'excellence, parce qu'il faut de nouveaux maîtres pour de nouvelles ambitions.

L'enfant et la concentration, de Solange Le Chevalier*Le Courrier du Livre, 2007, 140 p.*

L'échec scolaire étant devenu l'un des principaux sujets d'inquiétude de notre époque, ce livre est bien évidemment d'une activité brûlante.

Nombreux sont les parents et les enseignants désarmés devant le manque d'attention et de concentration, l'instabilité, le comportement agressif, voire violent, lié à l'angoisse des enfants.

Nombreuses sont les solutions proposées, mais elles sont rarement efficaces ! Cependant, est-on allé au fond du problème, à savoir l'état de tension cérébrale dans lequel l'élève aborde son travail scolaire ? Et comment peut-on y remédier ?

Les éducateurs soucieux d'aider efficacement l'enfant ou l'adolescent, apprendront avec intérêt que cela est possible et avec des moyens fort simples. L'auteur a en effet adapté, pour les jeunes, une méthode de contrôle de soi qui a déjà fait ses preuves chez bien des adultes depuis près d'un siècle : la "Méthode du Docteur Vittoz".

Une école pour chacun, de Jean-Michel Wavelet*L'Harmattan, 2007, 310 p.*

Nous identifions les élèves difficiles par des termes qui nous les mettent à distance et nous épargnent leur rencontre. Et pourtant, face aux différences, nous continuons à constater, évaluer, fixer des objectifs et remédier. Mais jamais l'école n'interroge ses fonctionnements. Le sujet est tabou. Le retour à la syllabique, à la rigueur grammaticale et aux automatismes mathématiques distrait de l'essentiel : les maîtres savent enseigner à ceux qui savent apprendre. Voici proposée une réflexion prenant appui sur plus de vingt ans d'action et d'observation dans les classes.

Pédagogie : le devoir de résister, de Philippe Meirieu*ESF éditeur, coll. Pédagogies, 2007, 128 p.*

Ainsi donc la pédagogie ne serait plus à la mode et les temps seraient à la "restauration" de l'autorité et au retour des "bonnes vieilles méthodes". Nous croulons sous les injonctions de ceux qui, en matière éducative, sont revenus de tout



sans jamais y être allés !

Philippe Meirieu montre ici qu'au contraire nous avons, plus que jamais, besoin de pédagogie. Face à la société du zapping et du caprice mondialisé, face aux difficultés d'attention et d'apprentissage qui ne cessent de croître dans les classes, le choix est clair : ou bien la normalisation et l'exclusion des gêneurs, ou bien une pédagogie capable de mettre les élèves au travail et de les réconcilier avec l'École.

Autorité ou éducation ?, de Jean Houssaye*ESF éditeur, coll. Pédagogies - Recherche, 2007, 194 p.*

Chacun répète à l'envie que nous sommes plongés dans une crise de l'autorité et vivons une époque où se perdent progressivement tous les repères en matière d'éducation... Mais la situation est-elle si nouvelle que cela ? Et est-ce bien ce qui est le plus visible et le plus médiatisé qui est le plus grave et le plus préoccupant pour notre avenir ? Plus fondamentalement encore, l'autorité est-elle nécessaire au développement de l'homme et à la construction de la société ? Est-il même nécessaire que l'autorité existe à l'école ?

Pour répondre à ces interrogations, Jean Houssaye parcourt successivement différentes approches historique, sociologique, psychologique, philosophique, pédagogique. Et, soumise à la question, l'autorité parle...

Au-delà des "problèmes d'autorité", c'est bien l'autorité elle-même qui fait problème à l'école et dans l'éducation. Mais à cet égard, aujourd'hui n'est pas si différent d'hier : l'autorité s'avère, en fait, être un problème permanent pour les éducateurs.

Comprendre et prévenir les échecs scolaires, de Gabriel Wahl et Claude Madelin-Mitjavile*Odile Jacob, 2007, 296 p.*

Comment éviter à vos enfants l'échec scolaire ?

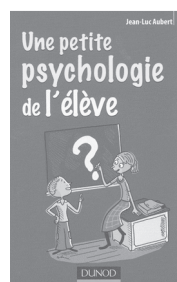
Troubles des apprentissages, hyperactivité, enfants intellectuellement précoces, états anxieux, surmenage, violences... Quoi qu'il en soit de la pédagogie et des explications sociales, les aspects psychologiques et médicaux de l'échec scolaire sont envahissants.

Dans ce livre, deux pédopsychiatres proposent une approche totalement nouvelle pour permettre aux parents de comprendre les véritables motifs des difficultés de leur enfant et d'agir avant l'échec.

**Une petite psychologie de l'élève, de Jean-Luc Aubert***Dunod, 2007, 304 p.*

Comment se caractérise le psychisme de l'enfant ? D'où viennent les difficultés scolaires et comment peut-on y remédier ? Y a-t-il une ou des intelligences ? Peut-on réellement motiver un enfant ? Comment fonctionnent la concentration et l'attention ? Quelle est l'origine de la violence et comment y répondre ? Qu'en est-il de l'autorité en classe ? L'adolescent au collège : pourquoi est-ce parfois difficile ?

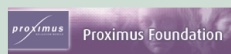
Aux enseignants en devenir, débutants ou confirmés, cet ouvrage apportera des réponses aux problèmes auxquels ils sont ou seront confrontés à un moment ou à un autre.



Vous êtes nombreux à vouloir mettre en place des projets mais le manque de moyens financiers vous en empêche. Voici quelques adresses et références utiles en la matière, pour vous aider à trouver des soutiens financiers. Cet article ne prétend pas être exhaustif mais a pour objectif de vous donner des pistes d'action.

1. Proximus Foundation ¹

Cette fondation a pour mission de venir en aide aux personnes qui résident en Belgique, défavorisées par leur pauvreté, leur exclusion sociale, leur jeune âge ou leur handicap, en favorisant l'insertion de ces personnes dans notre société.



► Bénéficiaires

Pour remplir sa mission, la Proximus Foundation apporte un soutien financier à des projets proposés par des Organisations non gouvernementales (ONG) ou des asbl qui poursuivent, en Belgique, les mêmes objectifs d'aide aux personnes à travers leurs initiatives.

► Procédure d'octroi

Le rôle du jury est de sélectionner, parmi les projets transmis à la Proximus Foundation, ceux qui sont susceptibles de bénéficier d'un don et d'être soumis au vote des employés et au vote des clients Proximus.

Le jury doit s'assurer que les projets retenus répondent aux critères de participation et qu'ils s'inscrivent dans la philosophie de la Proximus Foundation.

L'ensemble des projets sélectionnés est soumis à l'approbation du Conseil d'administration.

ATTENTION !! Pour 2008, les projets sont à rentrer pour le 8 novembre au plus tard. Vous trouverez tous les documents utiles sur le site de la Fondation Roi Baudouin :

http://www.kbs-frb.be/code/page.cfm?id_page=125&id=1061&lang=FR

Si vous n'avez pas l'occasion de rentrer un dossier, sachez que vous pourrez le faire l'année prochaine.

Proximus Foundation
13, Boulevard de l'Impératrice
1000 Bruxelles
info@proximusfoundation.be
<http://www.company.proximus.be>

2. Fortis Foundation ¹



Cette fondation est une asbl séparée et indépendante du groupe financier.

Elle rassemble le mécénat financier du groupe en Belgique. L'asbl bénéficie également d'un réseau de solidarité composé de volontaires issus du personnel des entreprises Fortis en Belgique. Ces collaborateurs introduisent des projets et sont

les premiers points de contacts de l'ASBL sur le terrain où, hormis l'aspect financier, ils apportent leur aide concrète aux organisations sociales.

► Bénéficiaires

L'initiative de Fortis Foundation, étrangère à toute finalité commerciale, consiste en une aide aux plus démunis, la lutte contre l'exclusion sociale et le soutien à des organisations, des fondations et des associations belges directement actives sur le terrain.

► Conditions d'octroi

Le soutien aux associations s'exerce dans 3 directions :

- les enfants socialement défavorisés, dont la situation nécessite une aide complémentaire aux interventions publiques ou privées : enfants atteints de maladie lourde et durable, dont les soins importants entraînent des dépenses excédant les moyens financiers de l'entourage ; services pédiatriques en milieu hospitalier
- les jeunes en difficulté : pour leur permettre d'accéder à l'apprentissage et à la formation en guise de tremplin à leur (ré)insertion dans la société
- la solidarité entre les générations : par un soutien de projets, susceptibles de rapprocher les personnes de toutes les générations en situation de précarité, et de favoriser les liens sociaux entre les personnes isolées.

► Formalités

Il n'y a pas de formulaires standardisés pour introduire vos projets.

Les dossiers doivent comporter les éléments suivants :

- une description de la nature et de la mission de l'organisation ou de l'association demanderesse
- une copie des statuts parus au Moniteur belge, les derniers comptes annuels approuvés, ainsi que la liste des dépenses.
- une description du projet proposé ;
- une estimation détaillée du coût, de l'investissement
- la précision de la partie pour laquelle une intervention de Fortis Foundation Belgium est demandée

► Montant de l'intervention

Chaque année, la fondation dispose d'un montant de 1.250.000,00 € à distribuer.

¹ Extrait du vade-mecum : « Comment financer un projet associatif ». Document réalisé par le Stics pour la Fondation Roi Baudouin en septembre 2005 – www.stics.be

Fortis Foundation Belgium asbl

20, rue Royale

1000 Bruxelles

<http://www.fortis.be/FR/foundation/home/>**3. Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (FIPI) ¹**

Créé en 1991 par le Gouvernement fédéral, pour le soutien à des projets favorisant l'intégration sociale des personnes d'origine étrangère, la prévention des discriminations et le dialogue interculturel. L'intégration est envisagée comme un processus d'insertion et de participation à la société.

Les projets soutenus par le FIPI doivent concourir à l'amélioration du cadre de vie et à l'égalité des chances dans les zones d'action définies comme prioritaires.

► Procédure

Le Comité de gestion est composé de représentants désignés par le Gouvernement fédéral, de représentants des Gouvernements communautaires et régionaux et du Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme qui en assure le Secrétariat. Ce comité décide annuellement des règles et des priorités du FIPI. Il décide de l'octroi des subventions FIPI ainsi que de leur montant, sur base des propositions communiquées par les autorités fédérales, régionales et communautaires compétentes en matière d'intégration.

Vous trouverez plus d'info dans la « **Brochure d'information et d'accompagnement destinée aux promoteurs de projets** » : <http://www.antiracisme.be/fr/fipi/brochure-2005.doc>

Secrétariat du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés

Centre pour l'Egalité des Chances et la lutte contre le Racisme
Rue Royale, 138
1000 Bruxelles
Tel : 02/2123000
Fax : 02/2123030
centre@cntr.be
www.diversite.be

Il n'y a pas encore eu de nouveaux appels à projets pour 2008 mais soyez vigilants car les appels seront sûrement lancés à partir de janvier 2008. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés.

4. Décret Cohésion sociale ¹

Nouveau décret applicable dès janvier 2006 uniquement sur la région de Bruxelles - capitale.

La COCOF développe depuis plusieurs années des programmes menés, d'une part, avec les communes et, d'autre part, avec les associations qui agissent dans le domaine de l'intégration sociale des populations vivant dans les quartiers défavorisés et / ou d'origine immigrée (alphabétisation, aide aux devoirs,...).

Par cohésion sociale, on entend l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, quelle que soit leur origine nationale ou ethnique, leur appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, leur statut social, leur niveau socio-économique, leur âge, leur orientation sexuelle ou leur santé, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.

► Procédure

Deux procédures possibles :

1. Projets via les communes éligibles dont le territoire ou une partie de celui-ci compose l'Espace de Développement Renforcé du Logement et de la Rénovation
2. Le contrat régional de cohésion sociale via les projets régionaux ou intercommunaux.

Les projets communaux et régionaux de cohésion sociale ont une durée maximum de 5 ans.

Commission communautaire française**Service des Affaires Sociales – Secteur Insertion sociale****Rue des Palais, 42A****1030 Bruxelles****Tel : 02/8008137****dpieters@cocof.irisnet.be****5. Action Vivre Ensemble ¹**

L'Action Vivre Ensemble apporte un soutien financier à des groupes de citoyens qui s'organisent pour faire face à la pauvreté et à l'injustice sociale. Priorité est donnée aux initiatives qui s'attaquent aux causes de l'exclusion, mais aussi à celles qui reposent sur la participation des personnes défavorisées au projet de l'association. Que ce soit un projet d'alphabétisation, de formation par le travail, d'hébergement ou, plus globalement, de lutte contre la pauvreté.

► Bénéficiaires

Les associations travaillant avec des personnes ayant des difficultés de logement, peu de formation, pas d'emploi ; avec des jeunes qui ont peu de perspectives d'avenir, des demandeurs d'asile, des personnes surendettées, qui viennent de sortir de prison ou qui ne savent ni (bien) lire ni (bien) écrire,...

► Conditions d'octroi

Action Vivre Ensemble peut vous accompagner dans cette démarche :

- financièrement : Action Vivre Ensemble appuie chaque année une soixantaine de projets de lutte contre l'exclusion sociale pour des montants variant de 700 à 5.000 €
- techniquement : Action Vivre Ensemble est en lien avec un réseau de services qui peuvent vous appuyer au niveau comptabilité, recherche de subsides, constitution d'une asbl, réflexion sur l'élaboration d'un projet, ... Action Vivre

Ensemble peut vous fournir gratuitement des chèques-consultance.

Action Vivre Ensemble
Rue Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles
Tel : 02/2276680
Fax : 02/2173259
Action.vivre.ensemble@entraide.be
www.entraide.be

6. Fonds ING (via la Fondation Roi Baudouin)

Le Groupe ING a créé au sein de la Fondation Roi Baudouin un fonds d'entreprise nommé 'Fonds de Mécénat d'ING en Belgique'. Le Fonds souhaite s'investir dans des activités sociétales, en soutenant des projets divers qui reflètent l'intérêt des sociétés du Groupe ING actives en Belgique pour des publics et des services multiples. Le Fonds de Mécénat d'ING en Belgique reflète cette diversité.

Le Fonds a quatre objectifs :

a. Soutenir des initiatives visant la réinsertion, par des actions spécifiques menées en matière de formation, de jeunes en danger d'exclusion sociale.

L'école, aujourd'hui, est au centre de bien des préoccupations: éducatives, culturelles, formatives, sécuritaires... Face à celles-ci, le Fonds de Mécénat d'ING Belgique, qui manifeste une réelle préoccupation pour les jeunes en situation de décrochage scolaire, souhaite aider ces jeunes en soutenant des projets qui leur permettent de s'approprier des savoirs et acquérir des compétences qui les

rendent aptes à prendre une place active dans la vie pour devenir des citoyens responsables. Cet appel s'adresse aux responsables, enseignants et élèves des établissements scolaires de type technique et professionnel (enseignement en alternance également) ainsi qu'aux médiateurs scolaires et acteurs sociaux (Associations en Milieu Ouvert, associations de quartier, écoles de devoirs)

b. Améliorer la qualité de vie de personnes gravement malades.

c. Soutenir le financement de 'chaires' scientifiques dans l'enseignement supérieur (maîtrise, baccalauréat) dans les domaines économique et financier.

d. Préservation du patrimoine architectural.

► Formalités

Il s'agit d'un appel à projets permanent. Vous pouvez introduire à tout moment un projet pour les objectifs a, b et d. Pour ce faire vous devez compléter le formulaire de candidature que vous trouverez sur le site http://www.kbs-frb.be/CODE/page.cfm?id_page=125&ID=834

Les soutiens attribués par le Fonds aux projets sélectionnés sont de +/- 10.000 €. D'autres montants peuvent être attribués selon la demande.

Centre de contact – Fondation Roi Baudouin

Boîte Postale 96
Ixelles 1
1050 Bruxelles
Tel : 070/233065
Fax : 070/233727
proj@kbs-frb.be



Mieux manger durant le temps libre

Appel à projets de la Fondation Roi Baudouin

1. Pour quel type de projets ?

Cet appel à projets a pour objectif de soutenir des initiatives améliorant l'offre d'alimentation proposée aux jeunes dans le cadre des activités extrascolaires et durant leur temps libre encadré. Les auberges de jeunesse sont également visées par cet appel.

Est visée par cet appel, la qualité des repas chauds, froids, collations, et boissons proposés par les milieux d'accueil extrascolaires et les opérateurs de l'accueil des jeunes durant leur temps libre en Communauté française et en Communauté germanophone.

2. Qui peut introduire un projet ?

- Les opérateurs chargés de l'accueil des enfants et des jeunes durant le temps libre

- Les écoles de devoirs
- Les centres de vacances
- Les organisations de jeunesse : mouvements de jeunesse, mouvements spécialisés, services de jeunesse, organismes de coordination
- Les maisons et les centres de jeunes
- Les services d'Aide aux jeunes en Milieu Ouvert (AMO)
- Les Centres Locaux de Promotion de la Santé
- Les écoles qui organisent des activités extrascolaires (non compris la collation ou le repas du midi organisé par l'école, ceux-ci ayant déjà fait l'objet d'un précédent appel à projets organisé par la Fondation Roi Baudouin)
- Les pouvoirs publics locaux (communes, coordinateur/coordinatrice de l'accueil, Commission Communale de l'Accueil, etc.)
- Les mutualités
- Les missions locales, secteur de la

cohésion sociale
 - Les auberges de jeunesse

3. Qu'offre la Fondation ?

Le jury accordera un montant se situant entre 1.500 € et 15.000 € par projet sélectionné.

4. Quand ?

- Introduisez un dossier de candidature avant le 14/12/07
- La sélection sera effectuée par un jury indépendant mi-février 2008.
- Les résultats de la sélection seront annoncés fin février 2008.

Pour plus d'information:
www.kbs-frb.be - Tél : 070-233 065 ou
 Email : proj@kbs-frb.be en mentionnant le n° de référence de l'appel, à savoir J21510

Parentalité.be



L'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, avec le soutien du Service de la Jeunesse, lancera en décembre 2007 un **site internet consacré à la parentalité**.

Vous pourrez y trouver de l'information sur les différents secteurs et les différentes structures qui mènent une action de soutien à la parentalité, des repères de lecture, un cadre de référence, des rapports de recherche, des informations sur les formations organisées sur la question, ...

Cet outil permettra plus particulièrement de **relayer et de promouvoir, de manière transversale, les bonnes pratiques existantes dans le domaine du soutien à la parentalité** au moyen d'une base de données en ligne.

Si vous menez un projet de soutien à la parentalité et que vous souhaitez faire connaître et valoriser votre initiative sur le site « Parentalite.be », demandez la fiche signalétique par email à dominique.rossion@cfwb.be ou téléphoner au Tel: 02/413.36.46. Attention, le document complété doit être envoyé pour le 9 novembre 2007 au plus tard.

Les Touva sur le chemin de l'école



Durant l'année scolaire 2006-2007, l'ASBL ReForm a réalisé un jeu de société sur la sécurité, intitulé « *Les Touva sur le chemin de l'école* », avec les enfants fréquentant leur école de devoirs les mercredis après-midi. Ce jeu reprend des questions sur la **vie en société**, la **sécurité routière** et sur les **pictogrammes**. A travers ce jeu, « *Les Touva sur le chemin de l'école* », les enfants apprennent à avoir les bons réflexes en la matière.

ReForm a créé cet outil pédagogique à destination des enfants de 6 à 12 ans : il est mis à votre entière disposition gratuitement. N'hésitez donc pas à prendre contact :

ASBL ReForm Liège

Avenue Hamlet, 31

4802 Heusy

Tel : 087/269757 - Fax : 087/269758

e-mail : reform.liege@skynet.be

Ce projet est réalisé avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin et de la Loterie Nationale dans le cadre de l'appel à projets « Le sentiment d'insécurité, c'est aussi notre affaire ».

Commandez les anciens numéros de la Filoche :



n.1 (nov/dec/janv)

Le Jeu: Source de plaisir et d'apprentissage - Prix : 1,56 €

n.2 (fev/mars/avril)

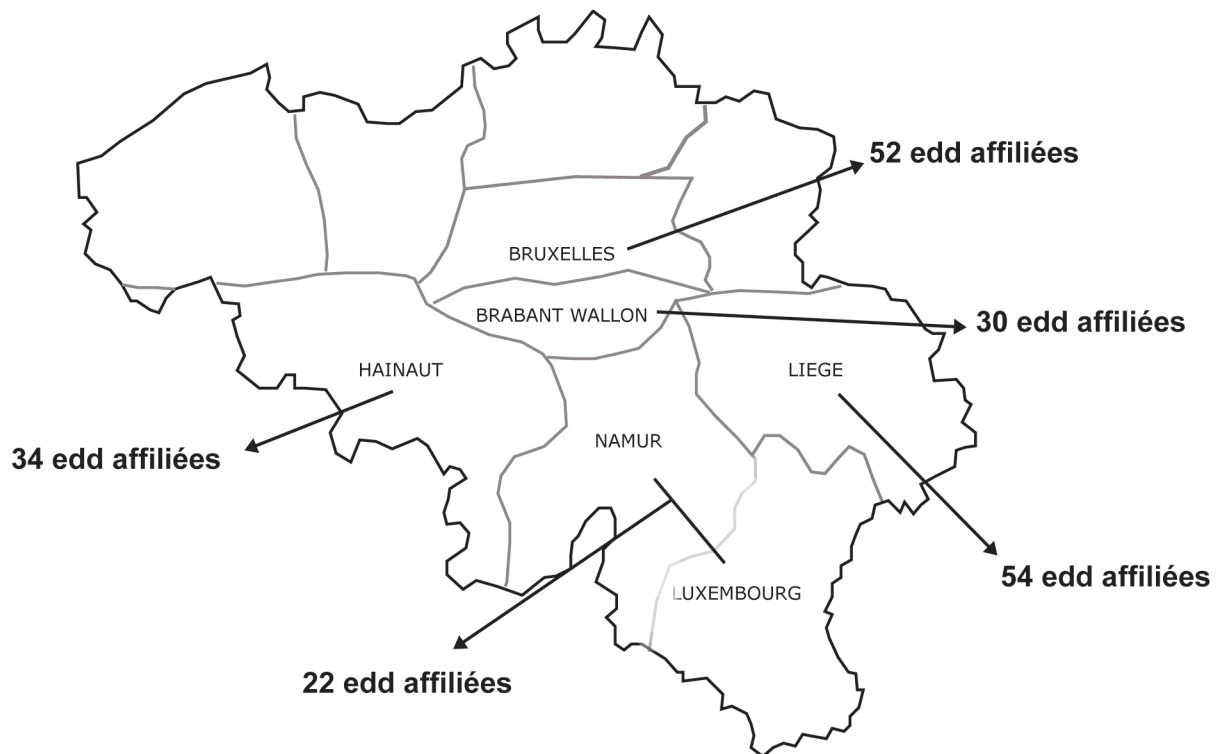
Dialoguer et non abdiquer: le royaume... des enfants rois ! - Prix : 1,56 €

n.3 (mai/juin/juillet)

La lecture: un plaisir pour tous ? - Prix : 1,56 €

Renseignements : www.ffedd.be - info@ffedd.be

192 écoles de devoirs membres de la Fédération Francophone des Écoles de Devoirs



Qu'est-ce qu'une école de devoirs ?

Une école de devoirs est une structure d'accueil indépendante des établissements scolaires et qui s'inscrit souvent dans divers cadres existants tels que les associations d'éducation permanente, CPAS, AMO, Maisons de Jeunes, Centre culturel, CEC, etc. Elle accueille des jeunes de 6 à 15 ans qui connaissent des difficultés d'ordre scolaire, familial, psycho-affectif, et culturel.

Elle a pour missions de développer des projets éducatifs, pédagogiques, sociaux, culturels et créatifs qui tendent à permettre de trouver des réponses concrètes aux causes de l'échec scolaire et aux phénomènes d'exclusion en général. Elle contribue à faire des jeunes de futurs citoyens actifs et responsables, capables de poser un regard critique sur le monde qui les entoure et d'en comprendre le fonctionnement.

Véritables lieux de projets culturels alternatifs, elles sont gérées par des animateurs dont les profils sont variés : bénévoles ou salariés qui travaillent en équipe multidisciplinaire (éducateurs, assistants sociaux, instituteurs, logopèdes, ingénieurs, artistes, etc.).



Fédération Francophone
des Écoles De Devoirs

La Fédération Francophone des Écoles de Devoirs

Association sans but lucratif qui est reconnue et subventionnée par la Communauté Française de Belgique, en tant qu'Organisation de Jeunesse depuis 1998 et via le décret des écoles de devoirs depuis 2005.

Nous représentons, soutenons et défendons l'ensemble des écoles de devoirs en Communauté Française et sommes l'interlocuteur privilégié, la référence auprès des pouvoirs politiques.
Notre champ d'actions couvre toute la Wallonie et la région de Bruxelles – Capitale.

Nos missions, nos actions sont :

► Défense et soutien du secteur

- Représentation et défense des écoles de devoirs à tous les niveaux de pouvoir.
- Développement d'une philosophie commune aux écoles de devoirs.
- Promotion de multiples actions menées au sein des structures en vue de susciter et de soutenir la création de nouveaux projets.
- Réalisation de projets spécifiques visant à promouvoir l'image, l'identité des écoles de devoirs auprès de tout public (enfants, parents, professionnels, pouvoirs publics,...)

► Formations

- Mise en place, organisation et promotion du brevet d'animateur et de coordinateur en école de devoirs.
- Collaboration et diffusion des programmes annuels de formations continues

► Informations

- Le trimestriel « La Filoche » et le Fil d'Info
- Le centre de documentation
- Le site Internet : www.ffedd.be et la Newsletter

Le Conseil d'administration de la FFEDD

Vendy Pierre
Simons Michèle
Kabbouri Rachida
Lambot Brigitte

Penson Valérie
Sohy Angelica
Destordeur Jacques
Jacques Nancy

Capodicci Anne-Marie
Marcelis Reine
Beirens Cécile
Sauvet Arnaud

La FFEDD regroupe cinq Coordinations régionales



Brabant Wallon



Bruxelles



Liège



Namur - Luxembourg



Hainaut

